



# NPA

JEUNES  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONFERENCE NATIONALE JEUNES

## 17 et 18 octobre 2009

# BULLETIN DE DISCUSSION N°2

## Sommaire :

### Contributions

- 1) *Construire le secteur jeunes du NPA : une tâche centrale !*
- 2) *Notre engagement internationaliste*
- 3) *Syndicalisme étudiant : pourquoi faut-il intervenir dans l'UNEF ?*
- 4) *Une tâche du Secteur jeunes : construire une direction aux mouvements de la jeunesse*
- 5) *Quelle structuration de la jeunesse dans l'organisation ?*
- 6) *Quelle intervention des jeunes du NPA dans les mouvements de jeunesse ?*
- 7) *Contribution de Rouen*
- 8) *Pourquoi la revendication du revenu socialisé ?*
- 9) *Le mouvement étudiant - Bilan et perspectives*
- 10) *Bilan de l'activité du Comité Sorbonne depuis sa création*
- 11) *Quelle structuration pour quel type d'intervention ?*
- 12) *NPA et CNJ : faire émerger et organiser une nouvelle génération militante*
- 13) *Des luttes au parti en passant par le journal, avançons ensemble !*
- 14) *La nécessaire autonomie de la jeunesse*
- 15) *Pour que la jeunesse du NPA soit clairement révolutionnaire !*
- 16) *Syndicalisme étudiant : pour que tous les jeunes anticapitalistes et révolutionnaires construisent un grand syndicat de lutte, unifié, marginalisant l'UNEF*
- 17) *Pour un bloc des gauches dans le parti, vers une grande tendance révolutionnaire*

# CONTRIBUTIONS

## 1) Construire le secteur jeunes du NPA : une tâche centrale !

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances sociales et de radicalisation. La jeunesse scolarisée ou travailleuse est aux avants postes de ces mobilisations. Les luttes de la jeunesse et l'organisation de la celle-ci constituent un enjeu politique important dans la lutte contre le système capitaliste.

La remontée des luttes de ces dernières années ne s'accompagne pas automatiquement de l'augmentation du niveau d'organisation des jeunes et des travailleurs. Il existe un décalage important entre le niveau des luttes dans la jeunesse et son faible niveau d'organisation. Si la fondation du NPA et de son Secteur jeunes a permis de faire un pas dans la construction d'une force anticapitaliste plus implantée dans la jeunesse, il reste du chemin à parcourir pour parvenir à construire une force de frappe dans la jeunesse capable d'influer sur la réalité de la lutte des classes et du rapport de forces.

C'est un des enjeux de la CNJ que de construire le secteur jeunes du NPA, de renforcer notre structuration à tous les niveaux et de gagner en implantation.

### I – Pourquoi construire le Secteur jeunes ?

Nous devons être capables d'expliquer autour de nous l'utilité de s'organiser et chercher à réduire le décalage entre le niveau des mobilisations et le niveau d'organisation dans la jeunesse.

#### a) Notre rôle : mener une politique anticapitaliste dans la jeunesse

Les luttes des jeunes sont parmi les plus nombreuses et massives. Mener la politique du NPA en leur sein est donc un enjeu pour l'ensemble du parti.

Notre tâche est de construire les mobilisations pour qu'elles aillent jusqu'au bout. Nous proposons une orientation dans les luttes et essayons de construire une direction pour les mobilisations, sur la base de l'unité la plus large, la démocratie, l'autoorganisation, et des mots d'ordre qui font progresser l'ensemble du mouvement.

Rejoindre le NPA, c'est aussi se battre pour une autre société, convaincre que ça ne passera que par une rupture radicale avec le capitalisme, c'est-à-dire une révolution (« une transformation révolutionnaire de la société »). Le NPA permet aussi d'expliquer à une échelle de masse ce qu'est l'état, la police, la propriété privée.

On est aussi les seuls à dire certaines choses ou à prendre des initiatives, que ce soit dans les lycées, dans la construction du mouvement anti-guerre (Cf. OTAN), en direction des Centre de formation d'apprentis et Foyers de jeunes travailleurs ou par rapport aux quartiers populaires : peu de forces organisées ont pris l'initiative de s'opposer à la répression lors du contre sommet de l'OTAN ou de soutenir les séquestrations de patrons...

#### b) L'importance du recrutement

Gagner des jeunes au NPA et construire de nouveaux Comités jeunes n'est en rien contradictoire avec la construction des mobilisations au contraire, gagner des jeunes au NPA, cela veut aussi dire renforcer la construction des mobilisations et renforcer le rapport de forces de notre camp social face à la classe dirigeante et aux bureaucraties réformistes. Nous devons donc chercher à recruter un maximum de jeunes, à les gagner à notre projet politique et au NPA.

Nous devons expliquer autour de nous le plus largement possible et en particulier à nos sympathisants que c'est utile d'être organisés. Les jeunes qui entrent au NPA sont plus efficaces dans les luttes que ceux qui n'y sont pas. Être au NPA permet d'allier la théorie à la pratique, de mener de l'activité : diff de tracts, organisation d'AG, de manifs... Notre organisation, c'est aussi un journal

et un journal jeune, des tracts, qui permettent de diffuser notre analyse politique, nos propositions d'actions... Cela permet aussi de se former : se servir des bilans des expériences passées avec des formations de base sur le marxisme, sur différents épisodes de l'histoire, ainsi qu'avec des formations sur l'actualité, être en capacité d'analyser la situation politique afin de savoir sur quel clou taper.

### **c) Une organisation nationale et une organisation qui fait le lien avec les salariés**

Cela permet de faire constamment la synthèse des meilleures expériences, de s'appuyer sans cesse les uns sur les autres. Mais cela permet aussi de débattre à une échelle nationale d'une politique commune à défendre : mise en place de coordinations nationales pendant le mouvement, l'importance de la grève, le rôle du blocage à certains moments pour étendre la grève, la nécessité du lien avec les salariés et la question de la grève générale... Faire partie d'une organisation avec des salariés permet de faire un lien crucial entre luttes de la jeunesse et luttes des travailleurs, au quotidien et lors des grandes batailles comme lors du CPE où les révolutionnaires avaient pu mettre directement en lien les jeunes mobilisés avec les salariés dans un certain nombre d'entreprises.

## **II – Comment construire le Secteur jeunes ?**

Il existe des potentialités importantes pour renforcer notre implantation dans la jeunesse et renforcer le Secteur jeunes du NPA et sa structuration.

### **a) Défendre une orientation et être offensifs dans les luttes et le travail de masse**

Nous devons être offensifs dans l'intervention de masse et dans les luttes. Nous devons être à l'initiative tout en défendant notre orientation. Cela polarise les débats, regroupe autour de nous à partir de choix concrets pour la lutte. Notre objectif n'est pas d'être populaires à tout moment en allant dans le sens du vent : à certains moments, notre orientation peut avoir l'air trop offensive pour la majorité (« Quoi, arrêter les cours ? Vous n'y

pensez pas ! ») ou trop traditionnelle (« Chercher à entraîner la majorité dans la grève en allant intervenir dans tous les cours pour proposer de participer aux piquets de grève ? Mieux vaut aller bloquer un rond-point à 200 et brûler une poubelle pour avoir l'air radicaux ! »).

D'autre part, nous devons prendre l'initiative, ne pas avoir peur de défendre certains choix seuls (appeler seuls à des manifs lycéennes par ex) et systématiquement proposer l'action commune à tous les autres courants sur les questions cruciales.

### **b) Dégager du temps pour recruter des militants à l'organisation**

Recruter des militants à l'organisation ne se fait pas d'un claquement de doigts. Il nous faut convaincre et cela prend du temps. Il nous faut dégager ce temps (rdv café, meetings, comités ouverts, tables, accroche...) que nous avons trop tendance à négliger, aspiré par les différentes luttes.

### **c) L'importance d'une activité régulière**

Pour gagner une légitimité politique et gagner des militants à l'organisation, la mise en place d'une activité régulière (comité ouvert tel jour à telle heure de la semaine, tractage sur les lycées une fois par semaine ou tous les 15 jours, table hebdomadaire sur la fac, diff toutes les semaines ou tous les 15 jours sur un CFA ou un FJT...) est indispensable car cela permet de fixer notre présence sur nos lieux d'intervention, que nos sympathisants sachent où et quand nous trouver. Nous devons réussir à individualiser le suivi des sympathisants : il est parfois difficile de s'intégrer à l'organisation, des jeunes qui nous rejoignent peuvent avoir un sentiment d'inutilité, manquer de perspectives (quoi faire, comment... ?). Donc il y a une nécessité à prendre le temps d'expliquer à tous les jeunes intéressés par le NPA, comment on fonctionne et quelles sont nos activités et comment s'y impliquer.

### **d) Défendre l'ensemble de notre projet politique et s'adresser très largement**

Nous devons avancer largement nos idées, notre projet politique et s'adresser à l'ensemble de notre milieu (tracts, affiches, tables, journal,

comités ouverts...). La mise en place de formations ouvertes (sur l'actualité mais aussi plus théoriques ou historiques) en comité permet d'intéresser et de convaincre les sympathisants (ex : Francafrique, Amérique Latine, marxisme, révolution russe...). Les meetings et réunions publiques nous permettent de s'adresser plus largement qu'à notre réseau de sympathisants et de proposer notre politique à plusieurs centaines de jeunes à chaque meeting.

### **e) Se Former**

Formations, régularité dans l'intervention (en particulier lycées), discussions collectives à tous les niveaux (local, directions, national...) sont indispensables pour être plus forts politiquement pour répondre aux différents événements. Nous devons faire des formations plus régulières et refaire des stages de formation jeunes nationaux et régionaux qui ont tous été des succès.

### **f) Centralité de l'intervention dans la jeunesse scolarisée**

L'activité sur les facs et sur les lycées nous permet de structurer le secteur jeunes car c'est là que nous sommes le mieux implantés et le plus solide. Cela doit être un point d'appui afin de se déployer : dans les lycées pro, les Centres de formation d'apprentis, les foyers de jeunes travailleurs et quartiers populaires...

De plus, il faut dès maintenant et le contexte de la crise s'y prête, consacrer une partie de nos forces à un effort volontariste de construction chez les Jeunes Travailleurs en s'appuyant sur les expériences les plus réussies (Toulouse par ex) et en s'appuyant sur le reste du parti (commissions JT avec la participation de militants salariés).

### **g) La construction d'un outil national efficace**

Nous devons prendre le temps de discuter de nos activités pour élaborer une orientation nationale et avoir des capacités d'action. Nous essayons de construire de nouveaux Comités jeunes. C'est quelque chose de difficile, mais il existe de vraies potentialités : dans toute une série de villes, nous avons des contacts qui veulent militer avec nous. Nous devons faire en sorte que les pôles où il est possible de construire des Comités soient

rattachés à une section où un Comité qui prenne en charge sa construction et qui permette de tisser des liens, et facilite le fait que des nouveaux se mettent à militer et se sentent intégrés et aidés par l'organisation. Lorsque cela n'est pas possible, il faut un suivi du Secrétariat jeunes.

Les outils nationaux sont un point d'appui pour la construction locale, et vice-versa : journal, feuille de route... Dégager du temps et des ressources (budget, permanents) pour la construction du secteur jeune au niveau national profitera à l'ensemble de notre intervention jeune.

## **III – Renforcer le Secteur jeunes, le travail de masse et l'apparition propre.**

### **a) Les comités**

C'est l'instance de base de l'organisation. Les Comités doivent servir à la fois à discuter du fond mais aussi de l'activité. Cela passe par des discussions sur des sujets d'actualité (situation politique, le rapport Descoings sur les lycées...) ou plus théoriques (crise, économie marxiste, réforme ou révolution, l'Etat...). Nous devons également faire des points sur chacune des questions relatives à nos activités militantes (syndicalisme étudiant, lycées, jeunes travailleurs, collage, cotisations/trésorerie...). Les Comités doivent nous permettre d'élaborer l'orientation ensemble et d'organiser collectivement l'activité, de se répartir les tâches...

### **b) Les Assemblées Générales jeunes, la structuration au niveau départemental, régional**

Les comités jeunes doivent être pleinement intégrés à la vie quotidienne des fédérations/regroupements locaux du NPA : participation aux AG, aux congrès aux instances élues au niveau départemental/local... C'est, en plus de la cotisation, ce qui matérialise l'appartenance des jeunes et des comités jeunes au parti.

En même temps, les jeunes doivent avoir leurs propres structures de coordination : bureau de comité, AG jeunes locales et secrétariat coordonnant les regroupements locaux/régionaux de comités jeunes...

### **c) Les cotisations**

S'organiser, c'est mettre en commun du temps et de l'énergie, une partie de ses ressources y compris financières pour construire une organisation collective. Si nous versons régulièrement des cotisations, c'est pour être capables de construire un outil à la hauteur des enjeux. Les cotisations, c'est fondamental, c'est ce qui permet au Parti d'exister, de sortir du matériel... Les cotisations c'est ce qui permet de savoir qui est membre de l'organisation et qui ne l'est pas, jusqu'à quel point nos sympathisants sont convaincus de s'organiser avec nous...

Chaque Comité doit élire un trésorier qui soit chargé de la collecte et la centralisation des cotisations ainsi que de la tenue à jour d'une grille de cotisations. Dans l'ensemble des Comités nous devons prévoir de faire chaque mois au minimum le point sur la trésorerie et faire en sorte que l'ensemble des camarades prennent l'habitude de payer ses cotisations régulièrement.

### **d) Le journal jeunes et le site internet**

Cela doit être un outil central de structuration de notre intervention. Il doit nous permettre de nous adresser à l'ensemble de notre milieu, à l'ensemble de la jeunesse qu'elle soit lycéenne, étudiante, salariée ou privée d'emploi. Le journal jeunes doit nous permettre de développer l'ensemble de notre orientation dans la jeunesse, de décliner l'ensemble de l'orientation du NPA dans la jeunesse.

Nous devons savoir à qui nous vendons le journal pour connaître notre surface d'intervention et savoir qui est prêt à acheter notre presse pour connaître nos idées, notre analyse de la situation... Dans l'ensemble des Comités nous devons élire un responsable Journal chargé de commander les journaux, de suivre les ventes, de les centraliser et de faire remonter l'argent. Nous devons faire des points réguliers dans les Comités pour discuter du journal, de son contenu, de l'écriture d'articles, de qui l'achète... Le journal est aussi une manière pour les comités de s'impliquer, d'écrire des articles... C'est aussi un outil pour faire part des expériences locales et que les différents points de vue dans et autour nous s'expriment, c'est aussi un outil de débat qui peut être ouvert et dynamique.

Avoir un site internet spécialement dédié aux jeunes est le complément logique d'un mensuel : internet est tout simplement le media le plus utilisé par les jeunes, et il permet une mise à jour rapide des infos, par ex les nombre en AG ou manif pendant les mouvemnt.

### **e) La Conférence Nationale Jeunes**

La Conférence nationale jeunes est, après évidemment le congrès, l'instance suprême du Secteur jeune. Elle doit nous permettre chaque année d'élaborer une orientation en direction de la jeunesse. C'est un moment où l'on doit pouvoir prendre le temps de discuter de l'ensemble des questions. Elle doit être préparée par des Assemblées Générales électorales dans l'ensemble des sections jeunes permettant de mandater des délégués à la proportionnelle des militants présents et en prenant en compte les différentes positions exprimées sur les questions jeunes ainsi que les secteurs d'intervention (fac, lycées, jeunes travailleurs). Pour cette CNJ, le nombre de délégués est de 1 délégué pour 4 présents à l'AG électorale et de 1 délégué par reste de 2. Cela veut dire que même deux camarades jeunes isolés peuvent avoir un délégué pour la Conférence nationale jeunes. L'idée est de permettre au plus grand nombre de Comités jeunes, Commissions jeunes, jeunes dans des Comités géographiques, jeunes isolés de pouvoir participer pleinement à la CNJ.

La Conférence nationale jeunes élit le secrétariat jeunes. Le secrétariat jeunes a en charge la mise en pratique des orientations jeunes décidées par la CNJ et l'animation du secteur jeunes entre deux CNJ. Il a en charge l'élaboration de matériel régulier (tracts, affiches, brochures...) ainsi que le suivi et l'aide aux secteurs jeunes locaux.

### **f) Le Secrétariat jeunes**

Le Secrétariat jeunes du NPA est élu par la CNJ, ratifié par le Conseil politique national du Parti et doit assurer l'animation du Secteur jeunes entre deux CNJ. Le Secrétariat doit réunir des représentants des différents Comités jeunes élus lors de la CNJ à la proportionnelle des membres et en prenant en compte les différentes positions exprimées sur les questions jeunes ainsi que les secteurs d'intervention (fac, lycées, jeunes travailleurs). Pour permettre un réel travail collectif, le mieux



serait que ces représentants soient les mêmes tout au long de l'année. Le Secrétariat jeunes doit se réunir tous les deux mois environ (5 à 6 fois par an) afin de mettre à exécution l'orientation adoptée lors de la CNJ en l'adaptant aux évolutions de la situation politique.

L'ordre du jour du Secrétariat jeunes doit être envoyé en avance et le Secrétariat jeunes doit être préparé par des discussions dans les Comités jeunes et les sections jeunes.

Une équipe de travail plus restreinte doit être élue au sein du Secrétariat jeunes afin de se réunir de manière hebdomadaire et d'être en capacité de mettre en application l'orientation du Secteur jeunes au quotidien et de réagir à tout moment à des évolutions rapides de la situation politique. Ce Secrétariat restreint est en charge de la sortie d'un tract A4 hebdo et d'une feuille de route régulière. Un de nos objectifs doit notamment être de parvenir à la sortie régulière en plus du A4 hebdo de bulletins nationaux en direction des lycées, des facs et des jeunes travailleurs.

### **g) Renforcer notre apparition propre et le travail de masse**

Nos tracts (notamment le A4 hebdomadaire) et L'Étincelle Anticapitaliste (LEA) sont des outils pour permettre de développer notre analyse et de la diffuser. Ils doivent être mieux diffusés (notamment les tracts). Nous devons aussi sortir des brochures qui permettent d'approfondir un thème. La campagne contre les licenciements, pour l'emploi sera l'occasion de sortir du matériel sur toute une série de questions et d'apparaître largement en déclinant la campagne en direction de l'ensemble des jeunes (Étudiants, lycéens, jeunes travailleurs avec ou sans emploi). Le matériel du secteur jeunes peut nous permettre de nous adresser à des milliers de jeunes, alors donnons nous en les moyens.

Avoir un travail de masse de manière systématique (notamment le syndicalisme étudiant), c'est-à-dire construire des cadres où nous militons avec des jeunes d'autres courants ou qui ne se reconnaissent dans aucun courant : c'est l'autre face de notre politique, en plus d'une apparition propre solide.

## **2) Notre engagement internationaliste**

### **I - Les étrangers c'est les patrons**

Les nations et les frontières ne sont pas le fruit du hasard, elles ont été construites par la classe dirigeante en fonction de ses intérêts. L'exemple le plus célèbre est le partage de l'Afrique entre les puissances impérialistes avec découpage des frontières à la règle (au sens propre), en 1885. Le sentiment nationaliste est un outil essentiel pour la classe dirigeante. En convainquant la classe ouvrière qu'elle a plus d'intérêts communs avec les capitalistes de son pays qu'avec les travailleurs des autres pays, la classe dirigeante nationale peut envoyer les travailleurs au charbon à sa place pour défendre ses intérêts dans la concurrence entre capitalistes. « Envoyer les travailleurs au charbon » prend principalement deux formes : 1/ faire pression avec acharnement sur les conditions de travail et de rémunération ; 2/ quand ça tourne vraiment mal, les envoyer s'entretuer à la guerre. La guerre, toujours fondée en dernière instance sur le sentiment nationaliste, peut même devenir une stratégie non pas pour régler des comptes entre capitalistes mais pour briser un mouvement des travailleurs. Le sentiment nationaliste permet à la fois que les travailleurs acceptent de se sacrifier dans la concurrence entre capitalistes, et que les travailleurs ne prennent surtout pas conscience de leur appartenance de classe, de la possibilité de s'unir, renverser le système, en construire un autre qui satisfasse les besoins de tous, etc.

La première raison de notre engagement internationaliste est donc la défense des intérêts communs des travailleurs, impliquant une bataille pour la prise de conscience par les travailleurs de cette communauté d'intérêts. « Prolétaires de tous les pays, unissez vous ! » comme le rappelle Marx dans le Manifeste. La conscience de ces intérêts communs fournit une base nécessaire et suffisante à l'union des travailleurs. C'est la question de la solidarité ouvrière et de la conscience de classe à son niveau le plus élémentaire. Ainsi il faut comprendre que mener des actions de solidarité avec des populations d'autres pays ou bien lutter pour des droits égaux pour les travailleurs immigrés ne sont pas de la « charité » parce qu'on est sympa et qu'on aime tout le monde mais bien le renforcement de la solidarité de classe.

## **II - Gagner jusqu'au bout contre la classe dirigeante**

La solidarité de classe, l'internationalisme sont des nécessités pour le renversement du système, la prise du pouvoir, et l'établissement d'une nouvelle société. La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Le capitalisme est mondialisé et les bourgeoisies ne sont pas cloisonnées dans un pays, bien au contraire. Elles se sont unies dans de nombreuses organisations (OMC, FMI, OTAN, ONU et bien d'autres) à l'intérieur desquelles elles se font concurrence mais qui, une fois les décisions prises, leur permettent d'avancer avec un visage uni et une stratégie commune pour nous attaquer.

A l'image de l'organisation du système nous devons être organisés pour le renverser. Cela signifie qu'il faut continuer à se battre à l'échelle nationale qui est le premier niveau de luttes mais cela sans oublier que le renversement du système conduira à une bataille à l'échelle internationale. Le socialisme devra être un système mondial : un système pour satisfaire les besoins de tous ne peut pas survivre longtemps à la concurrence d'un système prêt à sacrifier ceux qui le font fonctionner.

Si les travailleurs combattent leur bourgeoisie nationale de manière coordonnée dans différents pays, les reculs du patronat seront bien plus importants que si les travailleurs des différents pays le font à niveau différent. Comprendre cela, c'est ainsi comprendre le non sens du protectionnisme et son illusion qui consisterait à penser qu'en privilégiant des travailleurs d'un pays en raison de particularités, de conditions spécifiques, on améliorerait les conditions des travailleurs de ce pays. Ce raisonnement, s'il peut être valable à court terme dans un pays donné, n'a comme seule conséquence la dispersion dans la bataille entre les travailleurs et le patronat à l'échelle internationale.

Ainsi comme toute l'idée de solidarité ouvrière, de solidarité de classe, l'idée de la solidarité internationale exige un effort de réflexion, exige de comprendre que l'intérêt à long terme n'est pas toujours identique à l'intérêt immédiat. Cet effort fait, la conclusion internationaliste reste aujourd'hui aussi valable qu'il y a un siècle.

L'union internationale des travailleurs est nécessaire au renversement du capitalisme, cela se construit au quotidien et n'est pas une question qui émergerait après une révolution nationale. Il est donc important d'œuvrer à la construction d'initiatives de solidarité, à la coordination des luttes à l'échelle régionale, européenne et internationale.

## **III - Dans l'immédiat**

Notre tâche est de rattraper le retard que nous avons pris par rapport à la bourgeoisie en matière d'organisation internationale. Ce sera un travail de longue haleine. Nous devons, au sein du NPA, réfléchir à notre action sur cette question. Voici quelques pistes sur ce que nous faisons ou devons faire au niveau jeunes dans l'immédiat.

### **1/ Se former, s'informer**

La base élémentaire c'est déjà de savoir ce qui se passe dans le reste du monde de manière générale. C'est encore mieux de maîtriser sérieusement les données et les enjeux de la lutte de classe dans d'autres pays que le nôtre. C'est ce qui nous garantit de ne pas tisser de liens privilégiés avec n'importe qui et raconter n'importe quoi mais au contraire d'identifier clairement nos alliés et prendre des positions justes politiquement (sur une question précise autant que sur la stratégie mondiale). Les différents stades de la lutte des classes ou les projets de la classe dirigeante dans différents pays nous éclairent sur l'évolution de notre situation et sur les débats qui vont se poser à nous. Pour donner un exemple les diplômes ultra-spécialisés qui existent en Angleterre ressemblent étrangement au développement des licences pro en France. A l'inverse la situation politique et sociale en Amérique Latine ouvre des questions importantes pour les révolutionnaires quant à la stratégie à mener. Cela doit nourrir notre analyse et y compris nous permettre de prendre du recul sur nos pratiques et notre militantisme quotidien.

### **2/ Les rencontres et échanges, notamment les Rencontres Internationales de Jeunes**

C'est justement le meilleur moyen de se former. C'est évidemment le meilleur moyen de tisser des liens politiques, de confiance, qui seront une condition indispensable de réussite lors de la

révolution mondiale. Quand ça sera vraiment la crise révolutionnaire, on gagnera beaucoup de temps si on s'est préoccupé en amont d'identifier tous les acteurs de la lutte de classe et de bien connaître nos alliés. Nous devons prêter une attention particulière à faire que les Rencontres Internationales de Jeunes entraînent une participation importante, des formations de qualité, et des échanges larges à l'échelle mondiale. Nous devons avancer aussi des batailles en commun à mettre en place durant l'année. Au-delà de simples discussions abstraites, les RIJ doivent permettre d'entraîner dans l'activité des campagnes menées en commun par l'ensemble des organisations.

De même, notre participation aux forums sociaux européens et mondiaux, les conférences d'organisations de la gauche anticapitaliste européenne et mondiale sont une occasion de comparer les situations et de faire avancer les discussions à l'intérieur de notre camp social.

### **3/ Les batailles internationales**

Les activités (manifestations, contre rassemblements...) de solidarité internationale peuvent être cruciales pour le maintien du moral et de la combativité donc pour la victoire des mouvements concernés. Le mouvement historique d'ampleur qu'a été celui contre la guerre en Irak en 2003 l'a prouvé en affaiblissant Bush et ses complices. C'est l'occasion de mettre en pratique nos luttes à l'échelle internationale.

La destruction des services publics coordonnée à l'échelle européenne nécessite une bataille coordonnée, l'évolution de l'enseignement supérieur par le biais du processus de Bologne en est un exemple flagrant. La victoire sur le CPE en France a permis d'encourager la jeunesse à lutter contre cette logique, notamment en Grèce ou en Italie.

### **4/ S'organiser à l'échelle internationale**

Les liens privilégiés entre le NPA et la quatrième internationale (organisation internationale regroupant des anticapitalistes dans le monde) devront permettre à l'image du NPA en France un regroupement plus large de ceux qui veulent en finir avec ce système. Les discussions quant à un regroupement européen des anticapitalistes

laissent entrevoir un renforcement de notre structuration et des échanges au niveau européen. Le congrès mondial de la quatrième internationale qui aura lieu en 2010 sera l'occasion d'en débattre et la participation des camarades du NPA jeunes et moins jeunes à ces discussions pourra alimenter cette construction. Parce que les exploités sont organisés sur toute la planète, organisons nous sur toute la planète pour les virer !

**Caroline (Comité jeunes 92 Nord), Benko (Comité jeunes Le Mans)**

## **3) Syndicalisme étudiant : pourquoi faut-il intervenir dans l'UNEF ?**

### **Quelle conception du syndicalisme ?**

Pour commencer par quelque chose qui peut sembler une banalité d'usage : notre objectif est de construire le socialisme. Pour cela, on a besoin d'une révolution qui soit une action consciente de l'immense majorité de la population. Nous ne militons pas pour un coup d'état ou pour construire un groupe de révolutionnaires qui changera le monde à la place des jeunes et des travailleurs. En réalité, au contraire d'être une banalité d'usage, c'est bien de cet objectif que découle pour nous la nécessité de faire du syndicalisme étudiant au quotidien dans l'Unef.

Aujourd'hui l'une des tâches centrales des militants anticapitalistes et révolutionnaires est de reconstruire la conscience de classe, la conscience que les jeunes et les travailleurs ont des intérêts en commun qui sont irrémédiablement opposés à ceux des patrons et de leurs institutions. Or la période actuelle est le produit d'un recul important dans la conscience de classe : individualisme très fort, défaites importantes des luttes, trahisons des différentes directions politiques et syndicales... Pour reconstruire cette conscience, il n'y aura donc pas de détour ou de raccourcis. Même si des accélérations brutales dans la lutte des classes peuvent entraîner des évolutions importantes, nous ne pouvons pas nous épargner un travail de fourmis qui fait la démonstration au quotidien, sur les questions les plus immédiates que l'action collective est la seule solution aux problèmes. Le syndicalisme



est donc l'outil le plus adapté pour répondre à cet enjeu. C'est lui qui permet de s'adresser à la majorité des étudiants sur la base de campagne très concrètes (examens, bourses, inscriptions...). C'est donc un outil qui permet de modifier dans la vraie vie les rapports de forces. C'est aussi le meilleur moyen d'entraîner la majorité des gens dans l'action. En effet, la plupart des étudiants ne se mettront pas en grève sur des questions très idéologiques mais bien pour défendre leur bifteck (en l'occurrence aujourd'hui leur diplôme). Mener ce type de campagne n'est donc pas une activité de second ordre : au contraire c'est ce qui permet de s'adresser à la majorité des étudiants pour chercher à les entraîner dans la lutte collective. En bref : des gommes et des crayons à la grève générale !

Le second aspect qui détermine l'importance du syndicalisme est la nécessité de l'unité forte de notre camp social. Le capitalisme au contraire tend à l'éclatement et à la division de la classe ouvrière. Le syndicat est un outil qui, parce qu'il regroupe plus largement que les rangs du parti, permet d'unifier notre camps social sur les questions les plus immédiates ; unification nécessaire dans la perspective de la prise du pouvoir futur. Le syndicat est donc un cadre de front unique en dehors des période de lutte.

Aujourd'hui, seul l'Unef répond à ces deux enjeux dans le milieu étudiant. C'est le seul syndicat qui se préoccupe de mener des campagnes sur les questions les plus concrètes à l'échelle nationale en s'adressant à l'ensemble des étudiants (SOS inscriptions, SOS examens, bourses, logement, papier...). C'est aussi le syndicat qui regroupe le plus largement. En effet, au niveau étudiant, il n'existe aucun autre cadre où les principaux courants politiques (MJS/PS, PG, Verts, UEC/PC, NPA, LO, anarchistes) sont organisées et agissent de manière coordonnée au sein d'une même structure. Mais ce n'est pas que la somme de courant politique qui fait l'Unef : c'est aussi le syndicat qui organise majoritairement les étudiants « lambdas » tout niveaux de consciences confondus.

L'activité quotidienne que nous pouvons mener, la propagande pour nos idées, ne nous permettront jamais de convaincre l'immense majorité des gens. C'est essentiellement par l'action que les gens se transforment et prennent conscience progressivement de la nécessité de renverser la

capitalisme. Pour cela, nous devons lié notre activité à un travail dans les cadres de masses qui regroupent plus largement que les seuls anticapitalistes. Le syndicat correspond par excellence à ce type de cadre. Et l'Unef est ce qui y correspond le plus chez les étudiants. Mais pour nous, le syndicat n'est pas juste une voie de recrutement vers le parti. C'est surtout l'outil qui nous permet d'entraîner dans l'action la majorité des étudiants et de faire la preuve que l'organisation collective ça paye ! En définitive, même si cela peut paraître paradoxale, militer à l'Unef est le meilleur moyen de détacher la majorité des étudiants des illusions réformistes qui peuvent exister dans la société.

## **Le milieu étudiant et l'Unef aujourd'hui**

Le milieu étudiant aujourd'hui est plein de contradiction. C'est l'un des secteurs qui s'est plus mobilisé ces derniers temps par des luttes massives à l'échelle nationale. Mais malgré ces résistances, les luttes globalement ne débouchent pas sur des victoires significatives. Et il y a un lien avec ce qu'est l'Unef aujourd'hui. Un syndicat relativement faible mais qui parvient à influencer assez largement la masse des étudiants. Et cela n'a que peu de choses à voir avec le fait que l'Unef passe plus à la télé. Si l'Unef parvient à avoir une influence sur la majorité des étudiants c'est parce que l'orientation qu'elle porte colle globalement au niveau de conscience moyen de la plupart des étudiants. Il y a donc un enjeu important à toujours chercher à entraîner la direction de l'Unef dans les luttes. Pendant le mouvement contre la LRU en 2007 par exemple, ce n'est pas une coïncidence si le mouvement était minoritaire et si l'Unef avait refusé de mobiliser puis a trahi. Ce qui a permis à l'Unef d'aller négocier c'est parce qu'elle a pût s'appuyer sur une majorité d'étudiants qui n'étaient soit pas mobilisés soit pas déterminés à se battre jusqu'au bout. Cela ne veut pas dire qu'il est impossible de déclencher des luttes ou même de les remporter sans la direction de l'Unef mais cela a des répercussion sur la politique que nous devons chercher à mener.

## **Quelques réponses aux arguments avancés pour refuser d'être à l'Unef.**

- « *L'Unef est dirigé par des bureaucrates, des traîtres ou par des gens qui ont une orientation pourrie et être dans le même syndicat c'est les cautionner* ».

Le problème est de penser que l'on peut éviter la question de la bureaucratie ou faire comme si elle n'existait pas. Pour toute une série de raisons, les bureaucrates existent et ont une influence sur les étudiants ou les travailleurs. Pour prendre un exemple basique, pendant une lutte sur une fac, il n'y a pas dans l'amphi A ceux qui sont pour l'abrogation de la LRU, dans l'amphi B ceux qui sont contre, dans l'amphi C ceux qui pensent que ce n'est pas le problème et qu'il vaudrait mieux se préoccuper du logement... Il y a une AG et dans ce cadre les orientations s'y confrontent. En dehors des périodes de lutte, le syndicat est une AG permanente qui regroupe donc plus largement que les seuls anticapitalistes.

Sous le capitalisme, tous les syndicats sont fondamentalement réformistes. Il est important de comprendre que la bureaucratie n'est pas quelque chose de moral ou d'idéologique. La bureaucratie a des racines matérielles et sociales et a une dimension profondément contradictoire. Pour ne donner qu'un seul exemple : les délégués syndicaux ont été un acquis des luttes du mouvement ouvrier mais c'est aussi un moyen d'intégration des luttes et revendications dans un cadre institutionnel de négociation dans l'entreprise. Et même si la direction de Sud étudiant n'est pas la même que celle de l'Unef fondamentalement les directions syndicales sont structurellement intégrées au système. Dès lors la seule question qui doit nous guider est comment mener la bataille contre la bureaucratie. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'être à l'extérieur de l'Unef ne permet à aucun moment de se confronter avec elle en dehors des périodes de mobilisations.

- « *L'Unef ce n'est pas démocratique* ».

Certes, mais comme l'ensemble des syndicats existants. Mandats impératifs ou absence du droit de tendance à Sud sont aussi des pratiques anti-démocratiques. Il ne s'agit pas de minimiser

les problèmes de démocratie qu'il peut y avoir à l'Unef mais l'existence du droit de tendance nous permet au moins de mener un combat organisé nationalement. Pour essayer de tirer quelques bilans plutôt que de discuter de manière très théoriques, les camarades qui interviennent dans l'Unef ont un bilan de plusieurs années de batailles d'orientations et de confrontation avec l'appareil du syndicat. Petit à petit une expérience s'accumule et nous arrivons à gagner des gens à une orientation combative plus largement que nos propres rangs. Les oppositions dans les Unef ID et SE, la TUD, les collectifs Tous ensemble, la TTE, les CUUD, et maintenant la TUUD sont des années et des années de tentatives, d'échecs mais aussi de réussites de structuration d'une gauche syndicale combative en capacité de peser nationalement dans le milieu étudiant. A contrario, et ceci n'est pas pour polémiquer pour le plaisir, l'expérience de bataille menée dans Sud à l'échelle nationale se résume en réalité à une peau de chagrin.

- « *Localement il vaut mieux être à Sud* ».

C'est un faux argument ! Ce qu'il se passe localement est en réalité déterminé dans une très large mesure par les enjeux nationaux. Ce n'est pas pour rien que nous cherchons en permanence dans les mouvements à construire des coordinations nationales les plus fortes possibles. C'est simplement parce que tout se joue au niveau national. L'aspect local des choses, même si il n'est pas à nier et que cela peut entraîner des différences de tactiques, n'est que secondaire par rapport aux enjeux nationaux.

- « *Être dans plusieurs syndicats nous permet de peser dans tous* ».

C'est faux, et l'expérience de ces dernières années le montre mieux que tous les discours. Le fait que notre intervention syndicale soit éclatée nous divise considérablement. Disons le franchement : si tous les camarades étudiants du secteur jeune qui sont à Sud et à la FSE étaient à la TUUD, nous pourrions mener des batailles dans le syndicat et le milieu étudiant d'une ampleur tout autre que les petites batailles fort sympathiques que nous menons actuellement, mais qui restent très limités par notre propre faiblesse. Peut-être pourrions nous gagner de réelles victoires dans le syndicat plutôt que déposer deux ou trois motions qui se

font éclater à chaque congrès... Et l'argument inverse (la TUUD rejoignant Sud ou la FSE) n'est pas tenable car il serait assez dommage de laisser la première organisation étudiante et les centaines d'étudiants qui s'y trouvent aux seules mains des réformistes !

### **La seule perspective crédible : la réunification syndicale**

Ces débats existent depuis longtemps dans notre courant et le NPA doit nous permettre de continuer à les mener. Mais il faut aussi que nous avancions dans la pratique. La première étape est de continuer à chercher à coordonner nos interventions syndicales quelque soit la structure dans laquelle nous intervenons. Nous devons chercher à y mener de vraies batailles sur l'orientation. La préparation de la rentrée prochaine est un enjeu pour nous. L'Unef mènera sa traditionnelle campagne sur le panier social qui ne sert à rien ; la FSE s'occupera des logements étudiants (un peu comme l'Unef en somme) et les volontés unitaires de Sud qui semblait ressortir du dernier Conseil Fédéral ont une certaine difficulté à se retranscrire dans la pratique !

A long terme nous devons avoir conscience que la seule perspective crédible pour le mouvement étudiant est la réunification syndicale. Avec moins de 1% d'étudiants syndiqués, nous ne pouvons nous payer le luxe de la division des forces militantes. Mais pour que cela ne reste pas qu'un vœu pieu, cela veut dire que nous devons à la fois travailler à l'unité la plus large sur toutes les questions et mener des batailles réelles dans nos syndicats. Sans vouloir en faire un modèle transposable schématiquement partout, le type de bataille que nous menons avec la TUUD (structurer un courant syndicale combatif à l'échelle nationale) doit pouvoir servir d'expérience dans Sud et la FSE. Alors certes il n'y a pas le droit de tendance... mais n'est-ce pas cela s'affronter aux appareils syndicaux quand le jeu en vaut la chandelle ?

**Damien (Comité jeunes Lille)**

## **4) Une tâche du secteur jeune : construire une direction aux mouvements de la jeunesse**

Depuis le mouvement anti-CPE, l'auto-organisation semble une évidence pour de nombreux étudiants. Les assemblées générales sont les instances souveraines et des comités de mobilisation se réunissent pour mettre en place leurs décisions. Non seulement c'est le plus démocratique, mais c'est le seul moyen d'intégrer tous ceux qui le souhaitent à l'animation de la grève, syndiqués ou non.

### **Qu'est-ce que l'auto-organisation dans les derniers mouvements ?**

Cependant, cette auto-organisation n'est pas parfaite. Par exemple, il existe peu de cas de comités de grève ou de mobilisation élus, ce qui est pourtant le seul moyen de contrôler ce qu'ils font, en sachant qui est dedans. Le plus souvent, c'est sur la base du volontariat et en fonction des disponibilités des gens présents que les comités et les commissions se réunissent. Souvent, donc, ce sont les militants (organisés ou non) les plus expérimentés qui animent les différentes commissions, et les comités de mobilisation ressemblent à des AG, en plus petit.

Nous ne sommes pas naïfs. Certes, en période de lutte les gens peuvent se transformer du jour au lendemain. Il y a chaque année des exemples de militants qui font leurs premières armes dans la grève et qui rompent avec un certain nombre de préjugés (la confiance dans les institutions par exemple), de réflexes liés à l'ordre social, etc. Mais rien n'est automatique. Dans un mouvement, le pire de ce que nous a inculqué l'idéologie dominante peut ressortir : l'individualisme, la volonté de se mettre en avant, la concurrence, l'agressivité et la fermeture d'esprit, le rejet de l'organisation collective, le localisme, le sentiment élitiste qu'on a tout compris et que ceux qui ne sont pas mobilisés sont des imbéciles, des « moutons », la paresse qui fait qu'on ne cherche pas à s'adresser aux autres, à construire patiemment la lutte, à convaincre un à un les autres de se mobiliser...

Nous sommes un parti de militants ; nous agissons toute l'année, même quand il n'y a pas de mouvement. Nous sommes organisés dans un parti avec un projet politique à long terme : l'anticapitalisme révolutionnaire. Ce parti regroupe des jeunes et des travailleurs dans presque tous les secteurs et dans toutes les régions ; notre presse relaye leurs activités et les luttes en cours. Nous sommes internationalistes ; nous cherchons à avoir une vision complète du monde dans lequel nous vivons. Nous cherchons à nous former, à comprendre le monde et ses mécanismes, l'idéologie dominante, les rapports individuels et sociaux que nous inculque la société, afin de ne pas les reproduire dans le parti. Enfin, nous militons dans des syndicats, aux côtés de personnes qui ne partagent pas toutes nos vues, qui n'ont pas rompu avec les normes de la société, qui ont des illusions dans les institutions ; et même aux côtés de bureaucrates qui ne partagent pas les mêmes intérêts que notre milieu. Cela nous permet de savoir comment nous adresser à tout le monde, d'apprendre à essayer de convaincre, en partant du niveau de conscience le plus bas.

Nous sommes loin d'être parfaits. Mais nous avons une qualité collective, qui est d'essayer ensemble de comprendre nos faiblesses pour les combattre, de comprendre le monde pour le transformer, de tirer les bilans des expériences militantes pour essayer de mieux préparer les prochaines bagarres.

## **Qu'est-ce qu'une direction ?**

Comprendre cela, ce n'est pas nous autoproclamer « au-dessus » de la masse ou « mieux » que les autres. C'est simplement comprendre et assumer nos tâches. Nous luttons pour une société égalitaire, mais nous vivons dans une société inégalitaire. Une société de classe empêche le développement égal des individus, l'accès à la culture et à la compréhension du monde pour tous.

Rejoindre une organisation, c'est déjà faire un pas dans le sens inverse de la marche. Que cette organisation se dote de directions, ce n'est pas reproduire le système en son sein. C'est au contraire partir des faits tels qu'ils sont (le fait qu'il existe des inégalités) pour les transformer. Le rôle d'une direction dans notre conception, son obsession même, doit être de tirer en avant l'ensemble des camarades, de mettre tout le monde au même

niveau, de faire en sorte que d'autres puissent assumer ses tâches. C'est d'avoir une vision précise de l'état des luttes et de l'organisation, une analyse précise des raisons de cet état, de fixer des objectifs à atteindre et de définir comment y parvenir. Pour jouer réellement ce rôle, la direction doit être sous contrôle de l'organisation. Les militants qui assument des tâches de direction doivent être avant tout des militants « de base » qui militent comme les autres et ont une légitimité dans leur milieu. Et toute tâche de direction doit être considérée comme une tâche politique. Qu'il s'agisse du bureau d'un comité, du comité exécutif du NPA ou d'un secrétariat national (jeune par exemple), il s'agit toujours d'avoir une vision d'ensemble du secteur en question, des tâches à faire et de faire des choix politiques (mettre tel point à l'ordre du jour du prochain comité, développer tel axe dans le tract jeune hebdomadaire, dire telle chose dans un communiqué de presse national du NPA...).

Les courants qui sont pour des directions « techniques » nient l'inégalité de développement dans le système capitaliste ou pensent qu'il suffit de se le cacher pour le faire disparaître, un peu comme on cache la poussière sous son lit pour faire croire à ses parents qu'on a nettoyé sa chambre. En faisant cela, ils ne permettent pas à ceux qui en ont besoin de progresser. Et ce sont donc ceux qui ont le plus de temps pour lire, se former, s'informer, les intellectuels, les plus instruits, qui dirigent toujours en sous-main, même s'ils ne font pas partie de la direction officielle. Dans les organisations qui ont des directions tournantes, il existe toujours une direction « technique » et une direction officieuse, incontrôlable et irrévocable, puisqu'officiellement elle n'existe pas. Tout cela s'applique aussi à un mouvement social.

## **Comment devrait fonctionner un mouvement auto-organisé ?**

Notre projet politique est le renversement du système capitaliste et de toute société divisée en classes sociales. Dans une société de classes, certains possèdent les richesses, les moyens de production et le savoir intellectuel ; leur travail, c'est de donner des ordres. Ceux qui ne possèdent rien d'autre que leur force de travail leur obéissent. Nous voulons renverser cette société, briser cette séparation entre travail manuel et intellectuel. Nous voulons que ceux qui travaillent vraiment,



ceux qui produisent, soient ceux qui dirigent. Notre projet passe donc par la mise en mouvement de la majorité de la population. Pour cela, notre rôle est celui d'une direction qui tire la majorité vers l'avant, parce qu'elle a ce projet et parce qu'elle tente d'appréhender le fonctionnement du monde.

Quel meilleur moment qu'un mouvement pour tenter de faire progresser collectivement ? Aucun sans doute. C'est donc en période de mouvement que nous devons, plus que jamais, nous considérer comme une direction et nous mettre en position de diriger, du niveau local au niveau national. Si nous n'assumons pas cette tâche, si nous ne nous mettons pas dans cette position, alors ce sont les réflexes de la société qui prendront le dessus. La majorité continuera de suivre les courants qui ont les appareils les plus forts et qui s'adaptent toujours au niveau de conscience le plus bas, les bureaucraties. Les plus mobilisés s'en détacheront pour suivre une voie individualiste et déstructurée, le courant autonome.

Depuis 2006, la faiblesse de l'organisation combinée à la force de la combativité de la jeunesse a conduit à un développement de ce courant qui gâche un potentiel militant très important et détruit très rapidement la structuration et les perspectives des mouvements.

Les syndicats comme l'UNEF sont dans une contradiction permanente : leur base est étudiante, mais ils sont dépendants de l'État financièrement. Leurs orientations dépendent donc de qui met le plus la pression, le ministère ou le mouvement. Lorsque l'UNEF trahit, c'est que la majorité des étudiants est prête à accepter des négociations, car les opportunistes n'agissent pas par hasard. Ils collent au niveau de conscience du milieu, sans chercher à le modifier conséquemment. Ce n'est qu'en ayant un mouvement fort, avec des AG massives, un travail d'information profond et une coordination nationale puissante que l'on pourra l'empêcher. Non seulement les syndicats n'oseront pas aller négocier, mais même s'ils le faisaient, ils n'auraient pas le poids pour arrêter la grève. Dans certains cas, les bureaucraties ont fait usage d'autres méthodes. En 1995, le service d'ordre de SOS Racisme, sur demande de l'UNEF-ID, avait attaqué physiquement la coordination étudiante pour arrêter le mouvement. Mais ces dernières années, la majo de l'UNEF n'a pas eu à aller jusque là. Elle a appelé à la fin du mouvement et elle a

été suivie. On peut le lui reprocher, insulter les dirigeants de l'UNEF, les huer en AG... Mais en fait, l'attitude de la majo n'a fait que souligner la faiblesse des courants qui sont sur sa gauche. Les échecs des mouvements contre le LMD, la LRU ou du printemps dernier ne sont pas dus à la trahison de l'UNEF. Ils sont dus à notre faiblesse. Leur trahison est plus une conséquence qu'une cause.

Des courants politiques « antibureaucratiques » (dont SUD-Etudiant, la CNT, les autonomes... Et même des camarades du NPA) considèrent les coordinations comme des structures avant tout techniques. Les débats de forme prennent le pas sur le fond. La peur de la trahison par les syndicats, bien légitime, donne lieu à des comportements peu efficaces, voire peu démocratiques. Cela va jusqu'à chercher à expulser l'UNEF ou d'autres forces des coord ! Comme si ne pas intégrer une force à la lutte permettait de la contrôler !

Evidemment, il est impensable pour eux de parler de direction politique. Pour ces courants, la coord doit simplement être une chambre d'enregistrement des décisions des différentes AG. Les délégués doivent avoir des mandats impératifs, c'est-à-dire qu'ils ne doivent voter que comme leurs AG ont voté et ne pas prendre part aux votes (NPPV) lorsqu'un sujet n'a pas été abordé dans leur fac.

C'est nier la raison d'être des coord : homogénéiser les différents niveaux de lutte, donner une même orientation à tous pour gagner. Nous luttons contre un gouvernement national, dont l'action est la même partout. La coordination doit se donner les moyens de dépasser les situations locales, de doter le mouvement d'une même politique. Sinon, pourquoi se réunir ? Un simple envoi de compte-rendu d'AG par mail suffirait !

Le mandat impératif peut paraître plus démocratique : les délégués sont des représentants et n'ont aucun pouvoir de décision. Les décisions ne sont prises qu'à la base. Mais même cet argument est faux : si, dans une AG de 1000 étudiants, une motion est votée avec 400 pour, 350 contre, 200 abstentions et 50 NPPV et que l'AG envoie quatre délégués, pourquoi les quatre sont-ils obligés de voter la même motion ?

Au-delà de cet aspect technique, la vraie question est : qu'est-ce qu'un mouvement ? Le mandat impératif suppose qu'il s'agit simplement de



l'addition d'AG isolées les unes des autres, qui font leur mouvement dans leur coin. Pour donner une véritable orientation à tout le mouvement, les délégués doivent avoir la possibilité de voter autre chose que leur AG, c'est-à-dire d'adapter leur mandat aux impératifs nationaux. Ils devront rendre des comptes à leurs AG et celles-ci pourront les révoquer si elles sont mécontentes de ce qu'ils ont fait. Dans « mandat libre », certains retiennent que le mot « libre ». Or, il s'agit bien d'un mandat, une base sur laquelle on envoie quelqu'un, et pas n'importe qui.

Enfin, pour être une vraie alternative aux directions syndicales, être la seule voix du mouvement, la coord doit être réactive tout au long de la semaine, elle doit se doter d'un comité national capable de réagir aux annonces, d'être l'interlocuteur unique des médias comme des pouvoirs publics, c'est-à-dire avec un mandat libre. Les forces qui se prétendent antibureaucratiques s'y opposent systématiquement. Mais elles ne sont pas les seules. Elles font front avec... La direction de l'UNEF. Ce n'est sans doute pas un hasard !

## **Construire une direction, en toute transparence**

Pour les raisons évoquées ci-dessus, les militants et militantes du NPA doivent prétendre à la direction des mouvements. Non parce que nous avons des qualités individuelles et que nous croyons qu'un mouvement a besoin de « leaders » charismatiques et bourrés de qualités, mais exactement pour le contraire : parce que nous avons un bagage collectif qui nous permet de tirer en avant l'ensemble de ceux et celles qui participent à un mouvement.

Ce bagage, c'est notamment la mémoire des luttes, l'anticipation des problèmes qui se posent dans un mouvement, l'analyse de la stratégie de la classe dominante ; la vision nationale du mouvement, la vision des luttes dans les autres secteurs, la compréhension nationale, voire internationale des enjeux ; la compréhension des revendications-clés, la connaissance du niveau de conscience de la majorité et l'habitude du travail militant de terrain...

Cela veut dire que nous assumons de nous présenter en AG pour aller en coordination et que nous préférons envoyer des camarades qui ont

l'expérience de diriger une organisation, notamment des membres du secrétariat jeune. Nous assumons de nous réunir sur nos facs avant les AG pour préparer ce qu'on va y défendre, nous assumons de nous réunir dans les instances habituelles du parti (comités, secrétariat national...) et d'y discuter du mouvement. Dans le secrétariat jeune national, en lien avec les comptes-rendus que font les camarades qui ont été en coord, nous définissons ce que nous pensons qu'il faudra défendre dans la prochaine. Nous assumons que les délégués des différentes facs membres ou proches du NPA se réunissent pendant les coordinations. Ces réunions n'ont rien de secrètes. Elles sont utiles pour définir des propositions et agir dans un même sens. Nos camarades qui sont délégués pour leur fac assument publiquement leur appartenance politique.

Dans les coordinations, nous cherchons à être en position de diriger. Cela veut dire que nous défendons ce que nous pensons être juste, mais aussi que nous tentons d'intégrer les préoccupations et positions des autres courants, qu'ils soient sur notre droite ou prétendument sur notre gauche. Ne pas faire tout cela, ce serait d'une part renoncer à défendre notre conception de la politique, d'autre part être le seul courant conséquent présent dans la jeunesse à ne pas défendre de politique et enfin, par conséquent, nous contenter d'être des spectateurs des mouvements, bons à critiquer leurs faiblesses, à huer l'UNEF, mais pas à apporter de solutions utiles pour gagner.

**JB (Comité Jeunes 92 Nord)**

## **5) Quelle structuration de la jeunesse dans l'organisation ?**

Les statuts provisoires de notre organisation précisent qu'une autonomie d'intervention des jeunes du parti est nécessaire, au vu de la place qu'occupe la jeunesse dans la société et l'oppression qu'elle subit.

Les statuts actuels ne sont pas assez explicites par rapport à cette structuration, c'est le pourquoi de cette contribution.

## 1. Dresser un état des lieux de la jeunesse dans l'organisation

La partie 4 des statuts provisoires stipule que « le secteur jeune rassemble les comités jeunes et les jeunes qui souhaitent coordonner leur intervention en direction de la jeunesse ». Cela pose une première problématique d'ordre technique, celle de dresser un état des lieux de la jeunesse dans l'organisation.

Le partage des ressources et de l'information est une nécessité dans une organisation démocratique. Dresser un état des lieux exhaustif de la jeunesse dans l'organisation et permettre un accès à cette information et un échange en horizontal entre jeunes et comités jeunes rentrent dans ce cadre-là.

Cela est également une condition sine qua non pour une préparation dans les meilleures conditions de la Conférence Nationale Jeunes.

Nous proposons donc que le Comité Exécutif actuel s'occupe techniquement de la centralisation de ces informations, en demandant à tous les comités de transmettre les renseignements nécessaires à cela (nombre de jeunes dans un comité, contacts,...), ce qui permettrait de constituer un fichier national de contacts jeunes partout en France, qui serait accessible à tou-te-s les camarades.

## 2. La Conférence Nationale Jeunes

Il est également stipulé dans les statuts actuels que le secteur jeune « ... élabore une orientation en direction de celle-ci (campagnes, matériel, journal,...). », et pour cela « une fois par an, une conférence nationale jeunes est organisée en rassemblant des représentants de tous les comités jeunes, des commissions et des jeunes présents dans les comités locaux ».

Cette partie pose 2 questionnements de fond : comment est organisée la CNJ (délégations, débats,...) et de quelles prérogatives dispose cette CNJ (décisions à prendre, lien avec les autres structures notamment le SNJ,...).

La conférence Nationale Jeunes est, selon les statuts actuels, l'unique structure où sont rassemblés des représentants de tous les comités jeunes, et des

jeunes présents dans les comités locaux.

Il est nécessaire donc de clarifier le mode d'organisation de cette échéance et les prérogatives qui lui incombent.

Se basant sur l'état des lieux de la jeunesse dans l'organisation, nous pouvons désigner un mode de représentation (délégués, observateurs,...) permettant donc de prendre de décisions de la façon la plus représentative possible.

La CNJ se déroulant sur une durée de 2 jours (un week-end), elle ne peut avoir vocation d'être un lieu de débats poussés qui doivent avoir lieu localement ou régionalement.

Un débat en commissions doit néanmoins avoir lieu pour permettre un échange de points de vue entre comités. Ce débat doit être rapporté en plénière s'il porte lieu à des divergences de fond.

La CNJ devrait être un moment crucial de choix d'orientations politiques générales en matière de la jeunesse, sur la base de textes et contributions discutées en amont par tou-te-s les camarades jeunes dans leurs comités (bulletins de débats).

## 3. Le Secrétariat National Jeunes

La fin de la partie 4 des statuts actuels stipule que « un secrétariat jeunes est ratifié par le CPN sur proposition de la conférence jeune ». Cette phrase, très vague, laisse la porte ouverte à toutes les interprétations possibles, et pose donc pour nous une dernière problématique : quelle représentativité dans le SNJ et quel marge de manœuvre pour ce secrétariat ?

La composition du SNJ doit refléter la jeunesse dans l'organisation : critères de champ d'intervention (lycées, facs, jeunes travailleurs) et d'orientations politiques (défendues notamment lors de la CNJ), et éventuellement critères d'appartenance syndicale (UNL, Sud-Lycées, UNEF, Sud-Etudiant, FSE,...) et géographiques.

Le SNJ est l'interlocuteur du Comité Exécutif de l'organisation en matière de jeunesse. Cependant, cela ne doit pas conduire à la mise en place d'un secrétariat – direction politique de la jeunesse de l'organisation.

Le secrétariat est avant tout une structure qui s'occupe des tâches techniques (élaboration de matériel destiné à la jeunesse, représentation politique des jeunes NPA,...). Le SNJ doit agir dans le cadre du mandat général défini par la CNJ et il doit continuer à être lié aux comités de base et leur rendre compte.

Même s'il s'agit de tâches purement techniques, les membres du secrétariat ont des obligations vis-à-vis des comités jeunes (et jeunes dans d'autres comités) :

- préparation des réunions du secrétariat en commun avec les comités jeunes (transmission de l'ordre du jour au préalable et remontée des points de vue des comités en réunion) ;
- rendre compte des activités du secrétariat (CR des réunions et des activités).

Le SNJ doit appeler à des réunions nationales ponctuellement, dès lors qu'une question stratégique doit être débattue et dès lors qu'une décision engageant tous les jeunes de l'organisation (et ne faisant pas consensus) doit être prise.

### **Comité jeune Tours**

## **6) Quelle intervention des jeunes du NPA dans les mouvements de jeunesse ?**

Dans le cadre du NPA, nous souhaitons être un modèle d'organisation démocratique, autant en interne, que dans les luttes sociales et les structures autogérées des mouvements sociaux dans lesquels nous intervenons.

Cette question n'est pas simple car introduit un débat de fond sur nos modes d'interventions actuels, ce qui peut susciter des vraies divergences chez les jeunes du parti militants dans des organisations syndicales différentes ou issus de traditions militantes différentes.

Sans être exhaustif, ces divergences portent sur quelques points centraux :

- les mandats à défendre en AG, entre «mandat libre» et «mandat impératif ou semi-impératif» ;
- la rotation des mandats ;
- le rôle des coordinations nationales étudiantes (et lycéennes) et l'éventuelle nécessité d'une «direction du mouvement» ;

### **Mandats libres, mandats (semi) impératifs**

Nous défendons l'autogestion des mouvements sociaux. Cela suppose que nous intervenons au quotidien dans nos Assemblées Générales de base pour défendre notre point de vue et nos orientations, pour convaincre autour de nous, pour un mouvement unitaire, lutte de classe et combatif. Notre rôle est avant tout de politiser le débat.

Mais il ne faut pas oublier que l'AG est la structure décisionnelle de base dans tout mouvement et qu'il faut donc essayer de préserver ce cadre démocratique de débat et de prise de décision.

Nous défendons la démocratie directe, celle où chacun-e prend part au débat, se forge un point de vue et participe activement à la prise de décision.

Sur cette base, nous nous devons de respecter les décisions des AG et combattre les mandats libres qui laissent la porte ouverte à toutes les dérives de manipulation par des individus ou des organisations.

### **Rotation des mandats**

Les mouvements sociaux, et notamment ceux de la jeunesse, sont une école de formation pour une nouvelle génération militante qui expérimente ses modes d'organisation, participe aux coordinations nationales, se forme,...

Nous devons donc encourager tout-e-s les étudiant-e-s mobilisé-e-s à participer aux prises de décision et à représenter leur AG, sur la base de mandats.

Nous devons lutter contre la mise en place de "professionnels de la représentation", à l'instar des pratiques dans les structures de la démocratie bourgeoise, et nous devons défendre l'autogestion des mouvements sociaux et la participation

collective à toutes les prises de décision.

## **Rôle de la coordination nationale**

La coordination nationale ne doit pas être seulement la somme simple des décisions des différentes AG, elle doit être dynamique et prendre des décisions constructives pour le mouvement.

Certains considèrent que cela passe par des mandats libres, au risque de construire un mouvement à 2 vitesses, où une pseudo-direction en haut de la pyramide est complètement déconnectée des étudiant-e-s à la base ; avec les conséquences qu'on lui connaît.

A notre avis, cela passe avant tout par une préparation en amont de la coordination nationale sur une base transparente, et un respect des mandats bien définis par les AG de base.

Qui dit préparation de la coordination nationale, dit accès à toutes et tous aux informations la concernant (ordre du jour proposé,...), une bonne préparation par les comités de grève des conditions du débat, et un échange démocratique dans l'AG qui permette de définir un mandat bien clair, sans pour autant verrouiller le débat car laissant une marge de manœuvre (dans ce cadre défini) aux délégués, notamment concernant les perspectives d'actions.

Dans ces conditions, la coordination nationale peut jouer son rôle de structure de coordination qui permet au mouvement de :

- avoir une plate-forme revendicative partagée par l'ensemble des AG de base ;
- décider des modalités d'actions futures ;
- désigner des porte-paroles dont le mandat est clair, ce qui permet au mouvement d'avoir une visibilité et une cohérence.

Et, dans ces conditions, nous pouvons lutter contre le «noyautage» national, anti-démocratique, que pratiquent certaines bureaucraties syndicales (l'UNEF en tête), sans pour autant reproduire ces schémas qui ne servent pas le mouvement.

## **Comité jeune Tours**

## **7) Contribution de Rouen**

Ce texte est la contribution des comités étudiants de Rouen, en vu de la conférence nationale jeune qui se tiendra au mois d'octobre prochain.

Cette rencontre nationale sera la première occasion d'une discussion collective approfondie sur l'intervention dans la jeunesse dans le NPA depuis sa fondation, le rythme militant soutenu que nous a imposé la situation depuis le congrès, avec en particulier la mobilisation sur les universités et les élections européennes, ayant conduit à la repousser à plusieurs reprises.

Les débats à l'intérieur du secteur jeune ont pris un départ que nous regrettons. Ils se sont focalisés sur des questions d'ordre technique et sur une polémique caricaturale concernant le degré d'autonomie du secteur jeune, alors qu'il n'a pas encore été réellement possible d'élaborer une orientation commune pour intervenir en direction de la jeunesse, de définir nos objectifs de construction, d'analyser nos forces et nos faiblesses...

Il s'est installé un climat défavorable. Il est urgent de repartir ensemble sur de meilleures bases afin de permettre à tous les camarades de s'emparer de l'outil que nous construisons et surtout afin de se donner les moyens d'être à la hauteur des enjeux d'une situation qui ne cesse de se dégrader pour la jeunesse comme pour l'ensemble du monde du travail et des classes populaires.

### **Approfondir l'analyse sur la politisation de la jeunesse**

Nous nous accordons tous à dire que les mobilisations de ces dernières années ont révélé et confirmé une implication forte de la jeunesse qu'elle soit scolarisée (CPE, LRU) ou salariée (SNCF, EDF), sans parler de la révolte grandissante dans les quartiers populaires, là où la politique sécuritaire et réactionnaire frappe le plus fort.

Mais il nous faut aussi constater que la radicalité de la jeunesse, son implication dans les luttes, ne s'accompagnent pas de la réappropriation d'un projet politique et d'un engagement. Il y a là une contradiction qu'il nous faut analyser. C'est un déficit qui reste devant nous.

On peut y ajouter la situation des organisations syndicales étudiantes, qui sont devenues depuis déjà longtemps des cadres minoritaires, ne mobilisant peu ou plus. Citons le cas de l'UNEF qui apparaît comme une machine bureaucratique, trahissant les attentes des étudiants à chaque lutte. Comment mobiliser dans ce qui devrait être des cadres d'organisation larges ? Notre implication syndicale peut être un véritable appui, mais il nous faut rediscuter de comment nous y impliquer, des débats et actions que nous portons et proposons à l'intérieur.

Sur les universités, nous sommes de plus en plus souvent confrontés aux mouvances autonomes qui gagnent du terrain : faute d'autre structure, une partie de la jeunesse étudiante radicalisée se dirige vers des formes de contestations gauchistes qui révèlent elles aussi leur incapacité à faire gagner les luttes.

Le mouvement qui a animé les campus cette année a, selon les villes, recouvert des réalités très différentes en ce qui concerne l'implication des étudiants dans la lutte. Un bilan nous manque. Initiée et principalement menée par les enseignants, cette lutte d'ampleur n'a pas vu émerger un mouvement étudiant d'envergure nationale. Nous avons besoin de tirer un bilan de la mobilisation universitaire : d'une part sur le mouvement enseignant, une lutte très longue qui s'est traduite par un quasi échec ; d'autre part sur la mobilisation étudiante : pourquoi nos efforts n'ont pas abouti à une structuration d'envergure nationale ?

Dans les universités où une lutte étudiante s'est développée, une convergence forte entre les enseignants et les étudiants en a été à l'origine. Mais dans de nombreuses universités les étudiants n'ont pas su réaliser cette convergence (on a même pu constater un repli d'une fraction des étudiants dans une réaction gauchiste qui les mettaient en opposition avec les enseignants) et nous n'avons pas su utiliser notre organisation pour lever cet obstacle majeur.

Face à ces contradictions et ces difficultés, comment élaborer un projet de société capable de mobiliser toutes ces forces qui ne sont pas structurées ?

Dans la situation marquée par une crise économique et sociale durable, face à laquelle la jeunesse est en première ligne et qui s'accompagne d'une

répression accrue, comment porter un projet combatif pour les luttes, leur développement, leur coordination, aider à ce que se développe dans la jeunesse une critique anticapitaliste du système et que celle-ci s'empare d'un projet pour la transformation révolutionnaire de la société ?

La CNJ doit être l'occasion de mener cette réflexion de façon collective en mettant en commun nos différentes expériences. Et la question de la structuration interne doit être débattue dans cette perspective.

## **Vers une structuration du secteur jeunes**

### **Le secteur jeune au centre du NPA**

Nous nous accordons tous à dire que la jeunesse a à jouer un rôle important dans la lutte des classes. Alors, si selon notre analyse la jeunesse occupe une place si importante il faudrait que nous placions la jeunesse au cœur de notre projet politique, il ne faudrait pas la laisser à la marge.

Le secteur jeune doit être un « chantier » prioritaire pour tous les camarades du NPA. De la même façon nous devons transformer le secteur jeune en force motrice de notre parti pour entraîner l'ensemble de l'organisation. Pour cela il est important que les camarades jeunes participent aux différentes commissions du parti et aient une intervention à tous les niveaux de l'organisation. Cela a bien évidemment un but de formation, d'échange d'expériences, de savoir-faire, etc. pour tous les camarades jeunes mais il est surtout crucial pour que nous puissions contribuer aux débats et aux actions en apportant « le point de vue jeune » pour pouvoir orienter l'ensemble du NPA vers la jeunesse.

Une chose que nous considérons essentielle pour l'ensemble du NPA est le débat démocratique. Il faut que nous prenions le temps de discuter et de prendre des décisions collectivement et démocratiquement. Les éventuels désaccords ne doivent pas être systématiquement considérés comme des « problèmes ». Et surtout dans la phase actuelle de construction du secteur jeune du NPA, il faut que les décisions d'ordre organisationnel soient prises dans un esprit de synthèse entre les différentes positions.



Dans la même optique, nous regrettons les relations tendues entre le secrétariat et le Comité Exécutif (C.E.), la situation de défiance réciproque qui s'est installée. Bien évidemment nous avons le droit de discuter les décisions prises mais encore faut-il le faire de façon constructive et en solidarité avec l'ensemble de notre organisation. Il ne s'agit pas ici de juger qui que ce soit, mais de comprendre comment articuler intelligemment l'intervention en direction de la jeunesse et notre participation à l'ensemble des activités du NPA.

Le secrétariat jeune doit être le lieu de coordination entre tous les camarades jeunes, un outil pour centraliser nos besoins et nos réflexions et nous permettre d'impulser des actions communes, en lien étroit avec l'ensemble du NPA. Tous les camarades doivent pouvoir s'emparer du débat à la fois sur l'analyse et sur les actions décidées. Pour cela, il faut que le secrétariat soit à l'image du secteur jeune dans toute sa diversité et tienne compte des spécificités des villes dites de « province » où nous devons à la fois organiser et participer à l'animation de la section et à l'activité locale, au même titre que n'importe quel comité, et développer une intervention jeune (locale et nationale). Il nous faut essayer d'harmoniser le rythme national et trouver le meilleur compromis en respectant à la fois le débat démocratique interne et en visant la meilleure efficacité de notre construction au sein de la jeunesse et surtout l'utilité de notre intervention pour le développement du mouvement social.

### **La question du matériel et du journal**

Sur la question du matériel et surtout sur la question du journal nous pensons que cette problématique doit être celle de la pertinence d'un matériel pour l'intervention et pas un débat autour d'un symbole de l'indépendance de la jeunesse. Notre matériel d'intervention doit être en phase avec la réalité et nos forces au sein de la jeunesse. Le journal doit être un outil réactif, tous les camarades jeunes doivent être capables d'y écrire. Cela nécessite alors un comité de rédaction élu et représentant différentes villes de France, à travers des correspondants locaux.

Le journal du secteur jeune doit avoir un double but, à la fois un rôle comme outil d'agitation et comme outil de formation. Ce doit être un complément par rapport à « Tous est à Nous » (TEAN) en direction

de la jeunesse à la fois comme outil interactif d'intervention pendant des mouvements et comme outil de formation des camarades jeunes. Bien évidemment la conjoncture pourra modifier la périodicité du journal, son contenu etc. pour qu'il soit le meilleur outil d'intervention vers la jeunesse. Un journal jeune faisant doublon à TEAN serait inutile voire délétère, éloignant dans l'organisation les camarades des questions jeunes, devenant de fait des questions de « spécialistes ».

Que ce soit le journal, qui fait en ce moment débat, ou n'importe quel matériel, nos questions sont les mêmes : dans quel but ? Vers quelle apparition ? Avec quels moyens militants ? Des questions qui demandent que tout matériel soit le résultat d'un besoin collectif.

Cette contribution pose de nombreuses questions et propose en réalité peu de solutions, nous en sommes conscients. Nous espérons seulement que le débat s'élargisse, car nous sommes persuadés que tous les camarades peuvent et doivent participer à tous les niveaux.

### **Les comités étudiants de l'agglomération de Rouen (Mont Saint Aignan, Madrillet et étudiants en santé)**

## **8) Pourquoi la revendication du revenu socialisé ?**

Récemment, un tract du NPA Jeunes a été édité à destination des néo-bachelier-e-s, afin d'alerter les futur-e-s étudiant-e-s sur la dévaluation des diplômes et la précarité étudiante notamment. Ce tract mentionnait dans les revendications finales : « une allocation d'autonomie pour tous les jeunes ». Nous souhaitons ici rappeler que le NPA, auquel nous avons donné la perspective de construire une société « socialiste du XXI<sup>e</sup> siècle », doit se doter de revendications cohérentes avec notre volonté de créer un rapport de force permettant de rendre envisageable l'anéantissement du capitalisme.

De fait, au-delà du fait que le terme « allocation d'autonomie » reste une expression inconnue du public auquel le tract s'adressait, il nous semble que cette notion ne correspond pas

aux principes du NPA. Nous souhaitons donc ici rappeler pourquoi le NPA défend non pas une « allocation d'autonomie pour la jeunesse », mesure éminemment réformiste, mais bien « un revenu socialisé pour la jeunesse ».

## **Poser une revendication instaurant un rapport de force entre les forces du travail et les structures capitalistes**

La première raison pour laquelle nous devons défendre ce revenu socialisé pour la jeunesse, c'est évidemment dans une double perspective qui permettra d'assurer des conditions décentes de vie, d'étude, et/ou de recherche d'emploi ; tout en imposant une mesure concrète de répartition plus égalitaire des richesses. Il s'agit donc de remettre en cause les dynamiques qui sous-tendent le fonctionnement du système capitaliste. Imposer cette revendication signifie en effet accentuer le conflit entre capitalistes et travailleurs-euses. Le financement du revenu passerait donc par les « cotisations patronales » (ce qui correspond à une réappropriation par les travailleurs-euses des richesses qu'ils-elles produisent), et non pas par l'impôt comme cela reste le cas dans l'acceptation courante de « l'allocation d'autonomie ».

Le terme même de « revenu socialisé » permet ainsi de souligner qu'il ne s'agit pas d'une mesure charitable octroyée par un « gentil État », mais bien d'une mesure de réappropriation des richesses par les producteurs/trices. Nous refusons assurément le discours des sociaux-démocrates qui entendent réclamer « toujours plus d'État ». Nous devons alors affirmer, bien plus qu'une vague solidarité inter-générationnelle, que les travailleurs-euses doivent attaquer frontalement les marges de profits des capitalistes pour garantir leurs conditions de vie en tant que travailleurs-euses en formation, en recherche d'emploi, etc. Et cette revendication s'oppose à l'idée d'un arbitrage par les pouvoirs publics.

## **Une revendication transitoire qui doit refléter notre projet global pour la société à venir : la mise en place d'une gestion directe par les travailleurs/euses**

Le problème de la source concrète de financement n'a rien d'anecdotique. Faire le choix d'un financement par l'impôt, cela signifie, dans le même mouvement, déléguer la gestion de ces mesures de réappropriation des richesses à des structures étatiques. Or, ce vers quoi nous devons tendre, c'est à la reprise en main par la jeunesse et par les travailleurs/euses des enjeux politiques et économiques qui le concernent directement. En revendiquant un revenu socialisé, nous devons donc, de manière indissociable, affirmer la nécessité de la création d'une caisse de répartition qui serait gérée par les travailleurs/euses eux/elles mêmes. Ce mode de fonctionnement doit aussi être considéré comme un levier de conscientisation et de prise de responsabilité par les travailleurs/euses.

De fait, alors que l'allocation d'autonomie se présente comme une mesure qui serait octroyée à la jeunesse sans perspectives de luttes postérieures, le revenu socialisé se veut être une revendication de transition, à la fois « sociale » mais aussi politique. Poser la question de la gestion directe de ce revenu par les travailleurs/euses, cela signifie rompre avec les politiques d'assistantat qui sont actuellement menées en matière d'aides sociales, et défendus par l'ensemble des organisations qui entendent accompagner le capitalisme plutôt que de le combattre.

Répondre à la persistance des dispositifs réactionnaires sur les individus et les jeunes par des mesures collectives

De même, nous devons réaffirmer la nécessité de défendre la possibilité d'accès à ce revenu pour l'ensemble de la jeunesse. Nous ne pouvons pas tomber dans l'écueil des réformistes qui entendent défendre l'octroi d'un tel revenu uniquement sur critères sociaux. Ces derniers demeurent en effet des mesures privilégiés de reproduction des dispositifs familialistes et patriarcaux traditionnels, insidieusement ancrés dans l'esprit des institutions étatiques. Si nous souhaitons que ce revenu puisse

permettre une réelle « autonomie » de la jeunesse, nous devons revendiquer qu'il soit rendu accessible à l'ensemble de celles et ceux qui souhaiteraient s'émanciper de l'ensemble des tutelles auxquelles est actuellement soumise la jeunesse.

## **Conclusion : la sémantique est (aussi) un sport de combat**

Bien au-delà d'une simple question formaliste sur des termes, notre contribution entendait donc rappeler que l'action politique de notre parti ne peut en aucun cas se résumer à reprendre des revendications d'organisations syndicales sans réfléchir à son utilité dans notre stratégie politique tendant vers une société anticapitaliste. De plus, le NPA ne pourra pas se satisfaire de revendications sociales qui n'ouvriraient aussi peu de perspectives politiques que celle de l'allocation d'autonomie.

Face à cela, nous estimons donc que la revendication du revenu socialisé permet de repolitiser le débat sur les aides sociales. En premier lieu, nous sommes ainsi en mesure de reposer le débat en termes de rapport de forces entre travailleuses et capitalistes. Dans ce rapport, de force la satisfaction de notre revendication ne serait donc qu'une phase de transition. Parallèlement, en excluant dans le même temps de notre vocabulaire l'allocation d'autonomie, il s'agit aussi de cesser de poser le débat sur les aides sociales en des termes qui nous ont été imposés par les classes dirigeantes et les réformistes, qui voient dans ces dispositifs de simples mesures d'assistantat et/ou de charité. Face à cela, nous devons dire que le revenu socialisé :

- est le seul dispositif laissant envisager une émancipation de la jeunesse,
- est une mesure transitoire vers une société égalitaire, dans la mesure où elle permet d'accentuer le conflit de classes,
- permet d'impliquer directement les travailleuses dans la gestion de leur société.

Cette revendication doit donc faire l'objet d'une large réappropriation par les camarades dans le NPA. Il ne s'agit pas tant de clamer le terme de « revenu socialisé » plus fort que les autres auprès de la jeunesse, que d'expliquer les enjeux économiques

et politiques d'une telle revendication. Il est nécessaire et urgent que l'ensemble des comités jeunes se forment à cette revendication, la fassent leur, et puissent travailler à l'approfondir et à la préciser.

**Renaud (Paris 12e Jules Vallès), Kevin  
(Comité étudiant Rennes)**

## **9) Le mouvement étudiant – Bilan et perspectives**

### **I - Ce mouvement par rapport aux précédents**

La mobilisation a clairement commencé le 2 février, initiée par les enseignants-chercheurs sur les deux questions de la réforme de leur statut et de la réforme des concours d'enseignants dite de mastérisation. Sous le mot d'ordre de « l'université s'est arrêtée », lancé par une coordination des universités, environ 40% des enseignants-chercheurs dans toutes les facs en France se sont mis en grève selon la FSU. Même si rapidement la revendication de l'abrogation de la LRU a été largement reprise, après quelques semaines seulement, de plus en plus d'enseignants ont repris les cours tout en se disant en grève, en donnant à cela le nom de « grève active ». C'est à ce moment-là que les étudiants ont commencé à mettre des piquets de grève pour ne pas que la mobilisation s'essouffle et pour éviter les inégalités entre étudiants qui sont obligés d'aller en cours et ceux qui n'ont pas cours parce que leurs profs sont en grève. Ce qui a suivi, c'est le mouvement le plus fort qu'ait jamais connu l'enseignement supérieur avec 4 mois de grève dont 3 de blocage pour certaines facs.

Un mouvement donc très, très long avec, comme pour le premier mouvement contre la LRU, des assemblées générales très massives qui reconduisent le blocage souvent à une large majorité, mais très peu de monde en manif. Alors que le CPE, à l'intérieur de la loi sur l'égalité des chances (LEC), était une attaque très concrète et qui touchait l'ensemble de la jeunesse, ce qui explique la très large mobilisation, la LRU est complexe et diffuse. Pour beaucoup d'étudiants elle est trop

abstraite et même bon nombre d'enseignants n'ont pris conscience de la nocivité de la LRU qu'à travers les décrets d'application qui en découlent. C'est peu à peu que le monde universitaire prend conscience de la logique de mise en concurrence des universités à travers le financement privé, logique qui à terme conduit à une sélection sociale accrue et la division des facs en facs d'élite qui offrent un certain débouché et facs pauvres de plus en plus délaissées par l'État. C'est aussi pour cela que le mouvement de cette année, si on laisse de côté le corporatisme de la part de certains profs qui ne se battaient que contre la remise en cause de leur statut, a été beaucoup plus fort qu'en 2007. Mais la lutte contre la marchandisation du savoir n'a pas commencé qu'en 2007 avec le premier mouvement contre la LRU mais s'inscrit dans un long processus de résistance contre le processus de Bologne initié il y a déjà dix ans maintenant.

Ce que l'on remarque aussi depuis le mouvement contre la loi sur l'égalité des chances, c'est qu'à chaque mouvement on met en place des piquets de grève de façon quasi-automatique et que même si le blocage reste toujours le moyen le plus efficace pour massifier une lutte, la force et l'efficacité de ce moyen ont diminué depuis le CPE en 2006. Il faudra faire en sorte que le blocage redevienne un moyen fort et radical de lutte soutenu par un plus grand nombre d'étudiants et ne soit pas une sorte de réflexe. Mais, pour l'instant, le blocage reste un moyen essentiel et c'est le blocage qui nous a permis de tenir si longtemps cette année puisqu'il a augmenté le rapport de forces en notre faveur.

## **II - Les problèmes de structuration**

Si le mouvement étudiant n'a pas abouti cette fois-ci alors que le mouvement contre la loi sur l'égalité des chances avait quand même donné l'impression d'avoir gagné quelque chose, c'est aussi parce que ce mouvement a clairement manqué d'orientations et de structuration. Il n'est pas nouveau qu'un mouvement sans direction va tout droit dans le mur, mais le manque de direction a été plus que frappant cette année. C'est une tendance qu'on observe depuis maintenant quelques années. Les coordinations nationales étudiantes sont de plus en plus récupérées par la mouvance autonome et notamment les totos qui font tout pour éviter la structuration du mouvement. Ces coordinations nationales font des listes de revendications à n'en

plus finir tout en refusant de se limiter à un mot d'ordre clair et précis ce qui fait qu'il n'y a pas d'harmonisation entre les différentes universités. Cette année, si coordination du mouvement il y avait, c'est grâce à la CNU, la coordination nationale universitaire, qui, même si elle était bureaucratisée et représentait avant tout le mouvement corporatiste des enseignants-chercheurs, pouvait quand même donner une certaine structuration et une certaine orientation au mouvement.

Est cruciale pour nous également la question de la structuration au sein même du secteur jeune du NPA, qui a également laissé à désirer et nous a très clairement affaibli en tant qu'organisation politique dans ce mouvement. Non seulement on ne défendait pas toujours les mêmes positions, mais le secrétariat jeune national n'a surtout pas réussi à donner des aperçus nationaux de l'état de la mobilisation et à faire des bilans pour donner des orientations dans les feuilles de route. Ces feuilles de route étaient souvent les mêmes d'une semaine à l'autre et pour savoir où en était la mobilisation il fallait se tourner vers les sites internet des autres organisations. Ce problème tient essentiellement au fait que le secteur jeune du NPA est encore mal structuré faute de CNJ au mois de mai. Les informations circulaient donc mal et le fait que ce mouvement était très différent d'une fac à l'autre n'a pas vraiment aidé. C'est des problèmes qu'il faudra avoir réglés pour le prochain mouvement étudiant, mais avec la CNJ mi-octobre ces problèmes vont appartenir au passé.

## **III - La fin du mouvement – Les raisons d'un échec**

Comme d'habitude, la question des examens a joué un rôle très important dans la démobilisation des étudiants et des personnels. Alors que le mouvement avait passé les vacances de Pâques, avec les premières menaces sur la validation de l'année, des universités, essentiellement de sciences dures comme celle de Ranguel, ont plié et ont repris les cours. Néanmoins, et c'est la première fois que cela arrive, un certain nombre d'universités de sciences humaines dont la fac du Mirail n'ont pas cédé à la question des examens. Dans certaines facs, cette question a été surmontée et c'est un acquis pour les futurs mouvements puisque dans ces facs on ne pourra plus dire aux étudiants au bout de 2 mois de mobilisation qu'ils n'auront pas leur semestre.



Même si dans un certain nombre de facs la menace de l'approche des examens a été évacuée, cette question des examens a été le premier facteur de démobilisation. Et la CNU n'a pas réussi à régler cette question, qui certes est secondaire pour les étudiants et le personnel mobilisés, mais qui est essentielle pour l'étudiant « lambda » qui ne suit souvent la mobilisation que de loin. Les objectifs pour les futures mobilisations doivent donc être d'une part de trouver des mots d'ordre qui impliquent beaucoup plus largement ces étudiants et d'autre part de réellement s'affranchir de la question des examens. Et d'ailleurs les deux vont de pair.

Il y a un autre facteur à prendre en compte dans la démobilisation même si là il ne faut pas surestimer sa portée, c'est les évacuations policières. Celles-ci interviennent, à l'exception peut-être de la fac du Mirail, quand le rapport de force s'est déjà dégradé. Souvent une intervention policière démobilise les étudiants en lutte, mais ces interventions se font en phase descendante du mouvement c'est-à-dire sont un reflet d'une mobilisation qui devient minoritaire. Il y a eu une dizaine de facs évacuées par les forces de l'ordre sur ce mouvement, ce qui est moins que lors du premier mouvement contre la LRU. Ceci ne signifie pas que le gouvernement s'adoucisse mais bien que le rapport de force nous était beaucoup plus favorable cette année qu'en 2007, du moins pendant les deux premiers mois.

A la fac du Mirail, des assemblées générales ont eu lieu dès le mois de novembre et début février, quand la grève des enseignants-chercheurs a commencé, le taux de grévistes était, avec environ 50-60%, bien supérieur au taux national. Néanmoins il ne faut pas oublier qu'il y avait de grandes disparités selon les UFR et les départements. Le Mirail a bloqué 4 semaines après le début de la grève et ne faisait donc pas partie des premières facs bloquées en France. C'est parce qu'on a tiré les enseignements du premier mouvement contre la LRU qui était nettement minoritaire et qu'on a donc fait tout un boulot d'information à partir de novembre déjà et qu'en plus de cela le rapport de force national avait entre temps évolué en notre faveur, que les piquets de grève sont passés à environ 70-80% des voix à chaque fois. Les AG rassemblaient régulièrement 2000 personnes et les liens tissés avec les personnels sont un des acquis de ce mouvement sur lequel on pourra bâtir une future mobilisation. Au Mirail, dernière fac bloquée en France, c'est

très clairement l'intervention policière qui nous a fait plier et non la question des examens. Au moment de l'intervention policière le rapport de force était localement encore largement en notre faveur. D'ailleurs cette intervention policière sur le Mirail crée un précédent et il faut s'attendre pour les mouvements futurs à un président qui hésitera beaucoup moins qu'avant pour faire intervenir la police.

## IV - Perspectives

Au vu de la forte mobilisation de cette année, la rentrée se présente de façon déterminante dans le milieu étudiant. En effet, nous étions beaucoup d'étudiant-e-s mobilisé-e-s mais peu de ces dernier-e-s sont syndiqué-e-s, et encore moins sont organisé-e-s politiquement. Or, le syndicalisme est un premier pas vers une organisation politique, pour mettre d'ores et déjà en pratique ses convictions. Le syndicat permet de se faire une première idée de la lutte collective sur le terrain étudiant, et la rend surtout plus concrète au quotidien. Se syndiquer a également un autre avantage: cela permet de toucher les masses étudiantes, en aidant les étudiant-e-s dans leur quotidien (inscriptions, bourses, logement), on leur montre aussi l'efficacité de l'action collective (syndicale ou non d'ailleurs), et il est ainsi plus simple de les convaincre du fondement de nos opinions politiques, de la nécessité de se battre contre les réformes, dès lors que l'on paraît désormais plus crédibles à leurs yeux.

Le travail syndical est donc décisif pour la rentrée, et ce, dès les chaînes d'inscriptions. Mais nous devons aussi nous préparer et être prêt dès septembre à militer en tant que parti politique. La reprise du mouvement dès la rentrée est capitale pour la suite, c'est-à-dire pour la réussite de la lutte contre la LRU dans son ensemble. Et pour cela, on doit surtout informer et convaincre les étudiant-e-s de la nocivité de cette réforme, en mettant en exergue trois points essentiels: la mise en place de financements privés (ou dans les faits, la fin du service public d'enseignement), la masterisation des diplômes pour l'enseignement, et, évidemment, puisque ça en découle directement, l'augmentation de la précarité étudiante. Ainsi, nous devons être sur tous les fronts à la rentrée, mais nous devons essayer plus que tout, en tant que jeunes NPA, de partager une orientation commune, pour faire bloc tou-t-e-s ensemble face au gouvernement.



Par ailleurs, il faudra privilégier, dès la rentrée, la mise en place d'une convergence avec les autres secteurs en lutte, notamment les lycéens (loi Darcos, rapport Descoings...). Nous devons continuer à résister aux attaques, et organiser la riposte de façon globale. Mais pour cela, il ne suffira pas d'appeler à des journées d'action à répétition, comme l'ont fait, l'an dernier, les directions syndicales, mais bien de construire un mouvement d'ensemble. Mettre en place des journées d'actions et de grève communes (à Toulouse, une réunion des secteurs en lutte se tenait toutes les semaines pour organiser la semaine suivante) est cependant nécessaire pour favoriser un climat social propice à la lutte. Aider, soutenir et s'organiser avec les autres secteurs en lutte, indépendamment des directions syndicales, reste le meilleur moyen d'aboutir à une grève durable et réussie, à un espoir de grève générale.

## **Comité Toulouse Mirail**

### **10) Bilan de l'activité du Comité Sorbonne depuis sa création**

Au départ le comité était surtout une structure liée à la préparation du Congrès Fondateur du NPA. Il se réunissait principalement pour discuter du processus préparatoire, des textes fondateurs et du programme. Il avait bien sûr la volonté de s'ouvrir à d'autres personnes que le noyau réduit des militants et des syndiqués, mais malgré plusieurs diffusions de tracts et affichages, peu de monde se présentait. C'est la grève des facs contre les décrets sur la « masterisation » des concours et le statut des EC qui a réellement lancé notre comité. Au cours de cette grève les adhérents de notre tout jeune parti ont appris à se connaître et à militer ensemble. Plusieurs personnes qui avaient adhéré par le biais de comités de villes ou de quartiers ont découvert l'existence d'un comité sur la Sorbonne et de son utilité. A la Sorbonne, le mouvement de grève dura trois mois, réunissant de manière régulière des centaines de personnes en AG et en manifestation.

Qu'avons nous apporté à cette grève ? Tout d'abord la mise en place d'un comité de mobilisation étudiant important et efficace, fonctionnant de manière souple et ouverte, mais aussi la participation des étudiants au comité de grève en commun avec les profs (de Paris IV et adhérents au SNESUP pour la plupart) et les personnels BIATOSS qui à la Sorbonne sont fortement syndiqués (FO, UNSA et CGT) et actifs. Des liens de confiance se sont noués entre ses trois catégories, entraînant un militantisme commun et efficace. Ainsi, nous pensons être l'une des rares facs où se tenaient chaque semaine une AG de site regroupant tant les étudiants que le personnel et prenant des décisions pour l'ensemble des sites.

Le NPA à la Sorbonne est vite apparu comme un acteur de poids au point de faire jeu égal avec le syndicat local AGEPS (Il s'agit d'une scission de l'UNEF dont elle ne s'est pas remise. L'ancienne AGE de Paris 4 a pris son autonomie en 2007. Une UNEF squelettique et sans influence tente de se maintenir. Le Figaro a qualifié l'AGEPS de « syndicat trotskiste » mais en fait même si quelques uns d'entre nous y sont adhérents, la direction est membre ou proche du PS). Les autres organisations politiques ne furent pas réellement actives dans le mouvement : le MJS ou l'UEC/JC n'apparurent pas, quant à l'AJR (organisation de jeunes liée au POI) ils se firent un peu remarqués par la tenue de tables régulières mise en place de pétitions et par la mise vote de motions hostiles à l'UNEF et au SNESUP, mais ne s'investirent pas dans les comités de grève et de mobilisation. LO ne fut pas absente loin de là. Un prof membre de cette organisation était l'un des principaux dirigeants du comité de grève et son influence sur les profs était grande. Quant aux étudiants membres ou proches de LO, ils s'investirent réellement dans les comités, intervenant régulièrement en AG. Les relations avec eux étaient bonnes, car nous partagions des axes communs qui se concrétisèrent par la mise en place d'actions que nous organisions ensemble et auxquelles s'ajoutèrent plusieurs dizaines d'autres étudiants ainsi que parfois des profs ou des personnels : diffs vers les lycéens, les écoles, mais aussi interventions sur les hôpitaux en soulignant les points communs entre la LRU et la réforme Bachelot.

Nous tirons un constat globalement positif de ce mouvement puisqu'il nous a permis d'acquérir une réelle légitimité et de rencontrer plusieurs étudiants

intéressés par notre projet. Nous avons depuis fin avril organisés plusieurs réunions ouvertes sur différents thèmes : crise économique, bilan du mouvement...

Mais bien sûr nous avons quelques points négatifs à souligner : nous avons tardé à l'échelle de la Sorbonne à nous réunir régulièrement entre militants du NPA et à organiser des réunions ouvertes. Le travail en commun avec d'autres comités de fac n'a pas réellement eu lieu et les contacts avec la commission SUPERIEUR ont été tardifs et insuffisants.

## **Comité jeunes La Sorbonne**

### **11) Quelle structuration pour quel type d'intervention ?**

Pour nous, la manière de structurer le secteur jeunes du NPA doit répondre aux objectifs que nous nous fixerons en matière d'intervention. La structure jeunes du NPA n'a d'intérêt que si elle répond à nos préoccupations militantes. A l'heure actuelle, la jeunesse organisée spécifiquement dans le NPA est principalement étudiante, voir lycéenne. Les jeunes qui se trouvent hors cadres scolaires ou qui sont salariés sont pour l'instant peu représentés. Certes notre parti est jeune et loin d'être pleinement structuré. Il est également certain que c'est sur la fac que nous avons, comme d'autres groupes d'extrême gauche, la majorité de nos jeunes militants. Mais si nous souhaitons réellement être une force qui puisse peser, être utiles aux salariés et à leurs luttes, nous ne pouvons nous satisfaire de cet état de fait. Actuellement beaucoup de comités « jeunes » ne sont structurés sur une université. Il est normal que leurs militants participent aux grèves universitaires et cherchent à devenir une force qui compte, mais un écueil nous guette : celui de n'avoir que des activités militantes liées à la fac et d'en négliger l'intervention sur d'autres lieux tels que les lycées, les établissements de formation professionnelle ou encore les foyers de jeunes travailleurs. Ainsi plutôt qu'une intervention « jeune », on se cantonnerait plutôt à une intervention uniquement « étudiante ».

Comment éviter un tel écueil ? Evitons, au sein du NPA, de couper les « jeunes » des « vieux ». Il n'y a pas d'un côté les combats des jeunes ( les contrats précaires, la casse des diplômés...) et de l'autre ceux des vieux ( salaires, retraites...). Ces questions sont toutes liées et intéressent l'ensemble de notre camp social, celui des travailleurs. Le secteur jeune doit être en contact permanent avec les différentes CILT, afin de mener des boulots communs. Les militants « jeunes » doivent autant qu'ils le peuvent s'investir dans des comités de quartier ou de ville, en suivre les discussions et se rendre aux principales réunions, ceci toujours dans l'objectif de monter des interventions communes. C'est ce que notre comité tente de faire actuellement : à la rentrée nous espérons pouvoir monter une intervention régulière sur l'hôpital de la Salpêtrière en commun avec le secteur « santé », le comité du V<sup>o</sup> et du XIII<sup>o</sup> arrondissements et les camarades qui travaillent sur place.

De la même manière qu'ils n'y a pas d'un côté les « jeunes » et de l'autre les « vieux », il ne faut pas dissocier les « jeunes » travailleurs et les « jeunes » scolarisés. Il nous faut des cadres communs de coordination et de discussion. Les étudiants, même si ils sont parfois salariés, disposent en général de plus de temps libre. Aussi ne doivent ils pas se cantonner à intervenir sur leur fac, mais aider leurs camarades salariés et lycéens à construire et à pérenniser une implantation dans leurs milieux respectifs.

Sur la fac en tant que telle, l'idéal serait d'organiser à la fois des réunions internes s'occupant des questions techniques liées à l'université et ne concernant que les militants du NPA et des réunions ouvertes de débat et de formation ouverte à tous les étudiants intéressés mais également dans la mesure du possible aux lycéens comme aux jeunes salariés.

Nous avons vu qu'un certain nombre de contributions envoyés par d'autres comités traitent du syndicalisme étudiant. Au sein du comité Sorbonne on trouve à la fois des non-syndiqués et des syndiqués ( à l'UNEF ou à l'AGEPS). Sur la région parisienne la majorité des étudiants militants au NPA sont à l'UNEF TUUD, dans d'autres coins ils peuvent militer à SUD voir à la FSE. A l'heure actuelle, l'intervention de l'ensemble des camarades dans un seul et même syndicat étudiant paraît peu vraisemblable, étant donné

que personne ne souhaite abandonner le travail qu'il a entamé pour adhérer à une autre structure. Nous pensons pour notre part que cette division syndicale n'est pas gênante si nous menons une intervention commune, concertée et structurée du NPA dans les différents syndicats où nous sommes présents. L'intervention du NPA dans les syndicats étudiants doit être l'affaire de tous : syndiqués et non-syndiqués. Ces derniers doivent prendre connaissance de la situation syndicales locale comme nationale et discuter avec les syndiqués de leur politique au sein des syndicats.

## **Comité Jeunes La Sorbonne**

### **12) NPA et CNJ : faire émerger et organiser une nouvelle génération militante.**

Ces dernières années, en France et dans le monde, les jeunes occupent une place particulière dans les luttes sociales. CPE, révolte des jeunes grecs, place des jeunes dans les manifs en Iran aujourd'hui, ce ne sont que quelques exemples de l'explosivité de notre génération.

Ces luttes sont dans une phase ascendante, ou, pour le dire autrement, de futures confrontations se préparent. Depuis plusieurs années, nous voyons non seulement des luttes de manière régulière, mais aussi de plus en plus importantes.

Cette année, en l'occurrence, les jeunes ont une nouvelle fois été sur le devant de la scène. D'abord le mouvement des lycéens contre les réformes Darcos. Ce mouvement a été suffisamment fort pour contraindre le gouvernement à manœuvrer, à reculer l'application de la réforme. A l'appel des profs, dans les facs, les étudiants ont été nombreux à se mobiliser contre la masterisation des concours, plusieurs milliers d'étudiants en AG, jusqu'à 100 000 manifestants à l'apogée du mouvement. En solidarité avec Gaza, des dizaines de milliers de jeunes ont manifesté dans le monde au mois de janvier. A Strasbourg, les jeunes occupaient une place importante dans les cortèges et les émeutes.

Pour autant ces mouvements n'ont pas réussi à gagner, pas plus que le mouvement de la LRU l'année dernière. Alors que le contexte social n'a jamais été aussi explosif pour notre génération (grève générale en Guadeloupe, manifs du 29 janvier et du 19 mars, séquestrations de patrons,...), la principale raison de la défaite est peut-être l'isolement dramatique de ces luttes. Ainsi, les lycéens étaient tout seuls face à Darcos, à l'exception de quelques journées de manifs appelées par la FSU (19 octobre, 20 novembre, 18 décembre), et les étudiants n'ont pas réussi (ou tenté) de gagner les travailleurs.

Contrairement au moment du CPE, où justement des milliers de jeunes commençaient à donner envie aux travailleurs de se battre, la jonction cette année n'a jamais été faite. A Nantes, le 19 mars, le nombre de manifestants était supérieur ou égal aux manifs CPE. Et pourtant, l'attitude à la fois des directions syndicales et des autonomes lors de cette manif a été de tout faire pour diviser le cortège en deux, les jeunes d'un côté, les travailleurs de l'autre. Alors qu'une manif de cette ampleur (plus de 60 000 manifestants) doit donner confiance, encourager à continuer, cette fois-ci le sentiment général, notamment chez les jeunes, a été l'inverse. Et cet exemple illustre bien les rapports entre les jeunes et les travailleurs lors de ce mouvement.

Pendant le CPE, c'est justement la capacité des jeunes à se lier à d'autres secteurs, le nombre de travailleurs en manif (3 millions le 28 mars et le 4 avril), et l'appui des syndicats au mouvement qui a fait reculer Chirac. En mai 68, c'est la nuit des barricades et la combativité des jeunes qui poussent les travailleurs à reconduire la grève, à Sud Aviation à Nantes puis en région parisienne.

En fait la jeunesse si elle reste isolée est condamnée à perdre sur ces revendications. L'action des jeunes ne peut pas se substituer à l'action des travailleurs. Par contre, pour une série de raisons il est plus facile de se battre quand on est jeune. Et des luttes massives et fréquentes des jeunes ne peuvent que donner confiance à notre camp social.

Au moment même de sa création, le NPA a été confronté à une lutte historique des enseignants chercheurs, et à une mobilisation exceptionnelle dans la jeunesse. Quel a été le rôle du NPA dans ces luttes ? Avons-nous été un outil pour permettre au mouvement de se développer ? Quels moyens

avons-nous d'élaborer ensemble, d'analyser ensemble et d'agir ensemble ?

Pendant le mouvement, une des questions principales a été le lien entre les étudiants et les personnels mobilisés. En construisant d'abord la CNE, en rejoignant tardivement la CNU, le NPA n'a pas contribué à la hauteur des besoins pour créer des liens entre différents secteurs. Sur la majorité des facs les liens profs-étudiants mobilisés ont ainsi été très faibles, sans parler des facs où des personnels non-enseignant se sont mobilisés (grève des personnels BIATOSS à la fac de droit de Nantes, par exemple). Aujourd'hui, la commission Enseignement Supérieur et Recherche du NPA élabore une brochure « Quelle université voulons-nous ? » : il est crucial qu'à l'avenir le secrétariat jeune soit partie prenante de ces initiatives, et que localement, partout où c'est possible, les lycéens, les étudiants et les profs se réunissent pour agir ensemble dans les mobilisations.

Cette CNJ est cruciale de ce point de vue. En effet, c'est la première fois que nous aurons l'occasion de discuter le plus largement possible des bilans de notre intervention, et des perspectives pour l'avenir. Lors des CNE cette année, il était fréquent que des camarades du NPA défendent des orientations contradictoires sur certains sujets (appels, mandats, rôle des AG et de la coord, comité national de grève...). S'il est normal dans un parti comme le NPA d'avoir entre nous des divergences, il est indispensable de construire une CNJ qui nous permettra de confronter nos points de vue et d'avancer ensemble pour la suite. Cette CNJ doit être l'occasion d'apprendre à se connaître, et de poser les bases de la confiance politique dont nous avons besoin, et qui ne sera pas un produit spontané de la liste mail. Faute de cette CNJ, force est de constater que nous n'avons pas pu défendre la même orientation dans le mouvement.

Cette CNJ est donc cruciale, pour poser les bases de la confiance, pour élaborer collectivement, et pour développer l'activité en direction de la jeunesse. Mais de la même manière que les jeunes dans les luttes ne peuvent gagner en étant isolés, il est nécessaire que ce soit l'ensemble des comités du NPA qui prennent en charge cette CNJ. Permettre à tous les comités d'écrire des contributions dans les bulletins de débats, faire circuler les contributions et les bulletins de discussions sur la liste « échanges-comités » ou par les listes infos-CPN, c'est créer

les conditions pour que le plus grand nombre possible de militants du NPA se saisissent de cette question. De la même manière que nous poussons les jeunes à se tourner vers les travailleurs pour élargir les mobilisations, nous devons pousser davantage le NPA à se saisir des problématiques de la jeunesse. Et nous n'arriverons pas à ce résultat en « compartimentant » les problématiques jeunes, et en laissant les jeunes du NPA discuter et décider seuls de l'orientation du NPA en direction de la jeunesse.

Comme le dit Olivier Besancenot, nous entrons dans une période de guerres et de révolutions. Avec la crise, l'ensemble des problématiques sociales s'intensifie, et la nouvelle génération militante que l'on voit sur nos facs et nos lycées y sont confrontées. Cela signifie que nous devons permettre à notre génération de débattre et d'agir sur des problématiques comme l'emploi, les salaires, la guerre, l'écologie, l'égalité... et pas uniquement les « questions jeunes ». Les luttes massives auxquelles nous sommes maintenant habitués dans la jeunesse ne dureront pas éternellement et le Parti doit être à même d'être un laboratoire d'idées pour l'ensemble de la classe. Chaque point marqué aujourd'hui est une garantie pour l'avenir, et nous devons être en capacité de nous servir de ces luttes et de ces révoltes pour défendre l'ensemble de notre projet. Nous ne pouvons pas nous contenter de faire de l'agitation politique sur la LRU, l'ensemble du Parti doit intégrer les questions jeunes et l'ensemble des jeunes doit intégrer les débats du Parti. Sur nos facs et nos lycées, nous devons non seulement proposer une stratégie et une orientation pour stopper les réformes, nous devons aussi convaincre du projet global, de changer de société.

A moins d'une défaite majeure de notre camp, les luttes dans la jeunesse et dans la société vont encore se développer : à nous de nous servir de cette CNJ comme d'un tremplin pour commencer à renverser la vapeur !

**Gildas (Comité Jeunes Nantes)**



# 13) Des luttes au parti en passant par le journal avançons ensemble !

## Un contexte pas comme les autres

La question du journal est une question avant tout politique. Nous avons vécu une année explosive avec des centaines de grèves dans des dizaines de secteurs. Dans les universités, dans les boîtes qui licencient, dans les services publics (poste, hôpitaux), dans les lycées, dans la magistrature, chez les producteurs/agriculteurs, nous avons observé un niveau de combativité qui explose, avec parfois des méthodes de lutte très radicales (séquestration, pose d'explosifs). En parallèle, nous avons assisté à des mouvements politiques de masse face à l'impérialisme israélien en janvier 2009 et contre l'organisation militaire terroriste l'OTAN en avril 2009.

Ces résistances prennent une portée de plus en plus politique avec la crise, car les patrons sont affaiblis. Les travailleurs commencent à dépasser la simple problématique de partage des richesses, en s'attaquant au pouvoir. Ils touchent alors du doigt la question cruciale : qui contrôle les richesses, qui produit ? Pour qui et comment ? La crise permet en cela aux anticapitalistes de passer de la propagande à l'action, sur des sujets aussi larges que l'interdiction des licenciements, l'expropriation des patrons « voyous »... qui aboutissent forcément à la discussion sur la mise en place d'un contrôle ouvrier. Les mouvements de résistance à l'impérialisme expriment quant à eux encore une fois les crises de l'impérialisme et du système en général.

Toutefois ces luttes et ces mouvements, sont divisés, dans la plupart des cas ils subissent des défaites et malheureusement les travailleurs ne sont pas encore en capacité de pratiquer à une échelle significative des expériences de contrôle sur la production. Sur la scène politique actuelle, le NPA n'a pas à lui seul réussi à stopper les attaques et ne représente pas une alternative pour les centaines de milliers de jeunes et de travailleurs qui défient le pouvoir. Le projet de la classe dirigeante s'applique quant à lui envers et contre tout. Les résistances, elles, ne dureront pas indéfiniment. Il y a urgence à canaliser, à unifier cette colère qui

gronde, par le biais d'une stratégie politique de grève de masse s'affrontant frontalement avec le pouvoir politique et économique.

Le NPA a néanmoins réussi une chose essentielle depuis son congrès de fondation: il a démontré son utilité dans les luttes, en intervenant sur tous les fronts. Mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour gagner de nouveaux militants tout en solidifiant notre projet, notre stratégie et notre capacité d'action. Les anticapitalistes doivent être à l'initiative, en sachant rassembler et rester ferme dans les mouvements de contestation qui risquent souvent de ne trouver que des débouchés parlementaristes. Aujourd'hui, trop de distance existe entre les différentes expériences qui ont été menées par tous dans les secteurs composant notre organisation. Une des questions clef durant l'été devra donc être posée: comment coordonner une intervention dans les différentes luttes à l'échelle de toute l'organisation, tout en les liant à notre projet anticapitaliste ? Le journal du NPA, « Tout Est à Nous ! », doit être ce lien.

## L'importance du journal dans le NPA

Les anticapitalistes, à la différence des sociaux démocrates ou de tous autres opportunistes, pensent que l'idée du socialisme progresse et devient concrète lorsque les travailleurs agissent au quotidien dans le mouvement réel. L'organisation collective est la condition pour peser dans ce qui rythme notre société : la lutte des classes. Le NPA est le parti politique le plus à même à devenir une direction pour les luttes et se doit d'être un laboratoire d'expériences et d'idées afin de nourrir le mouvement ouvrier sur ses propres bases de classes. Ainsi la presse du parti ne doit pas être vue comme une presse d'opinion mais comme l'outil « d'organisateur collectif ».

Pour Jaurès, le journal était « le produit d'intellectuels aidant la société à évoluer vers l'harmonie sociale par le dévoilement de la vérité objective ». A l'inverse pour Lénine, « le journal ne doit pas être un journal pour les travailleurs mais le journal des travailleurs ». Car, si l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ceux-ci doivent s'organiser collectivement pour devenir les dirigeants de toute la société en lutte contre la classe dirigeante et l'Etat. D'autre part, il ne peut se contenter d'être



un journal qui informe ou qui analyse, il doit être un journal qui révèle la structure de classe, qui défend une perspective et qui organise. Il doit être donc au sens large (de parti-pris) comme au sens plus étroit du terme (d'organisation politique) un journal de parti.

Un journal de parti qui permet de lier les militants entre eux et les mouvements sociaux entre eux, voilà ce dont nous avons besoin, un outil qui permette à tous les militants anticapitalistes de partager leurs expériences et d'établir des liens entre eux faisant la jonction entre les différents secteurs. Le journal, vendu et distribué par les militants, doit être un point d'information, une source stratégique, une source d'analyse. Il doit représenter une boussole politique globale à même d'élever le niveau de conscience des travailleurs et des jeunes qui se l'approprient. Le journal de l'organisation doit tout simplement être la clef de voûte de notre propagande politique et stratégique qui a vocation à être reprise au service d'un mouvement d'ensemble par les travailleurs et la jeunesse.

Le journal nous permet également de nous lier à notre milieu. Il est le lien organique entre le parti et la classe dans le sens où il doit être en mesure d'être lu et compris par des millions de travailleurs et de jeunes tout en ayant le souci d'élever le niveau de conscience collectif. Le journal doit avoir ce rôle de « thermomètre », permettant aux anticapitalistes d'être toujours un pas en avant sans pour autant se déconnecter des préoccupations de l'immense majorité de la population.

Aujourd'hui, « Tout est à nous ! » n'est pas encore cet outil, mais là où sont menés les tests les résultats sont significatifs. Il y a besoin d'un travail conscient et volontariste des militants, qui aboutisse à un hebdomadaire se tournant vers les secteurs en lutte et particulièrement vers la jeunesse.

## **La jeunesse aujourd'hui et sa place dans la résolution du problème.**

La jeunesse est un secteur important qui s'est régulièrement mobilisé ces dernières années et qui a eu la force d'entraîner les travailleurs avec lui. Il est dès lors logique et fondamental que l'ensemble du NPA se tourne vers les jeunes.

La jeunesse est un groupe social hybride, correspondant à un ensemble d'individus en formation. La majorité des jeunes scolarisés sont de jeunes travailleurs intellectuels, qui grossiront les rangs de la classe ouvrière dans quelques années. La jeunesse est une période transitoire qui subit et rejette violemment les contradictions du système. Elle est une étincelle dans la lutte des classes, une plaque sensible et un laboratoire d'expériences politiques, organisationnelles, insurrectionnelles pour l'ensemble du camp des travailleurs. En période de remontée des résistances, d'accélération des attaques et de crise des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, le NPA ne peut ignorer l'urgence à organiser et à s'adresser à cette nouvelle génération politique. Encore une fois, le journal est un maillon et une médiation ayant le rôle de boussole politique pour la jeunesse. Mais alors, pourquoi ne pas simplement faire un journal jeune pour les jeunes ? La réponse est simple et réside dans la stratégie que nous avons développée précédemment : l'enjeu est de lier les secteurs entre eux et de permettre aux milieux les plus avancés de partager leurs expériences de lutte avec les autres afin de contribuer à la mise en place d'un mouvement d'ensemble. Le journal du NPA doit alors être également celui des jeunes du NPA, car ils sont souvent l'étincelle de mouvements d'ensemble. Si nous osons l'image, les jeunes peuvent en quelque sorte être la vapeur et la classe ouvrière le piston, car sans piston le risque est que la vapeur s'évapore et sans vapeur le piston risque de perdre en efficacité.

Ne pas lier les expériences jeunes et les expériences de la classe ouvrière autour d'une stratégie globale du NPA serait une erreur, et le journal se doit d'être le moyen de synthèse. Sans cela, c'est le risque de division qui pèse sur notre intervention dans les luttes. Il nous suffit de prendre comme exemple le mouvement sur les facts de cette année : très peu de lien entre les profs/étudiants du NPA, aucune coordination sur les articles dans « Tout est à nous ! », quasi absence de réflexion et de propagande globale du NPA sur la question de cette lutte... L'université était pourtant le secteur le plus avancé dans la mobilisation, mais par manque de liens nous n'avons pas développé tous les potentiels de cette lutte afin de la massifier, de la radicaliser et de la généraliser.

## **Une proposition 2 en 1 qui insiste sur l'importance de la jeunesse et permet à l'ensemble du NPA de se tourner vers la jeunesse.**

L'intérêt de notre proposition est de relever le défi d'un NPA tourné vers la jeunesse et d'une jeunesse qui irrigue par ses expériences l'ensemble de la classe ouvrière, le lien se faisant par le journal. C'est pourquoi la forme d'un 4 pages jeune hebdo, bi-mensuel, joint à « Tout est à nous ! », est une solution qui ne rentre pas en contradiction avec à la fois une autonomie d'élaboration et d'apparition d'un matériel jeune et à la fois une production centrale du NPA qui à le souci de produire un journal utile aux militants et aux luttes, quelque soit les secteurs. Cette proposition combine plusieurs avantages : un journal vendu et pris en charge par tous les comités (jeunes, quartiers et lieux de travail), une politique en direction de la jeunesse assumée par tous les comités, un coût réduit pour la production et la diffusion de ce « deux en un », une élaboration des thématiques jeunes spécifiques élaborées par les jeunes eux mêmes. Cette proposition inclue aussi que quelques jeunes s'inscrivent dans la commission de rédaction de « Tout est à nous » et cette tâche devra être sous mandat politique de la CNJ.

Ainsi il n'est pas possible que chaque secteur spécifique dans le NPA publie un journal spécifique s'adressant à son secteur spécifique. Nous ne pouvons pas multiplier les publications. « Tout est à nous ! » doit être l'outil principal autour duquel les camarades de l'ensemble du NPA se mettent en ordre de bataille. Plus que jamais la pensée de Lénine est d'actualité quand il définissait le journal comme : « un échafaudage autour d'un bâtiment en construction », outil pour construire une intervention cohérente qui aurait un large écho dans le processus de la lutte des classes.

**Johan (Comité Jeunes Paris 8)**

## **14) La nécessaire autonomie de la jeunesse**

### **De plus grandes victimes du capitalisme**

Depuis plusieurs années, la jeunesse en France est bien souvent l'avant-garde des luttes de classe en général, le CPE en étant l'exemple le plus flagrant. C'est vrai dans les lycées et les universités (où nous avons beaucoup de militants), dans les luttes ouvrières, où les jeunes travailleurs jouent un rôle particulier et dans les quartiers populaires, avec les révoltes des « jeunes de banlieue ». C'est pourquoi nous qui militons pour la destruction du capitalisme devons être particulièrement attentifs à ces secteurs.

Cette tendance plus facile à la lutte s'explique par plusieurs facteurs. Les jeunes, en plus d'être victimes « comme tout le monde » du capitalisme, en sont aussi des victimes spécifiques : plus touchés par le chômage, la précarité, etc. ; Les ouvriers commençant leur carrière sont aujourd'hui dans un tel degré de précarisation, ils ont tellement peu d'assurance sur leur avenir qu'ils n'ont en quelque sorte « rien à perdre ». Les étudiants et les lycéens sont particulièrement touchés par les contre-réformes ces dernières années et ont développé une tradition de lutte et d'auto-organisation, notamment du fait du poids relativement faible des bureaucraties syndicales dans ce milieu. Enfin, les jeunes ont moins d'intérêts liés au système capitaliste : pour l'instant moins endettés que leurs aînés (ce qui risque de changer avec les systèmes de financement des études) et subissant moins les pressions liées aux contraintes familiales. Comme on l'a vu particulièrement avec les travailleurs d'EDF-GDF cette année, les « jeunes » ont beaucoup moins l'idée d'une « mission du service public », ils ont beaucoup moins intégré les « valeurs de la fonction publique », mais savent qu'ils vendent leur force de travail à ces entreprises comme à n'importe quelles autres et ont donc moins d'entrave à radicaliser leurs moyens d'action.

## **L'autonomie organisationnelle de la jeunesse, pourquoi ?**

Les jeunes sont donc des victimes spécifiques du capitalisme, mais ce fait en lui-même n'explique pas la nécessité d'une organisation autonome de la jeunesse. Le parti organise la classe et défend ses intérêts. Il n'y a pas un parti par fraction de la classe ouvrière. Il ne s'agit aucunement de diviser le mouvement ouvrier en opposant en son sein les « jeunes » et les « vieux ».

Si l'organisation de la jeunesse consistait simplement à permettre aux jeunes de discuter de l'organisation de leurs mouvements spécifiques (comités de grève ou non, quelle plate-forme de revendications, etc.), on nous répondrait que n'importe quel secteur du NPA, n'importe quelle usine mériterait son organisation autonome.

La nécessité d'une organisation autonome part d'un tout autre constat. Le parti que nous construisons, le parti qui œuvre pour la transformation révolutionnaire de la société, doit se fixer pour principale tâche de former des militants, des cadres, des dirigeants capables d'intervenir dans la lutte de classe et plus encore pendant la Révolution. Nous nous formons à tirer les leçons de l'histoire du mouvement ouvrier pour ne plus refaire les erreurs commises et pour mener la prochaine révolution à la victoire. Dans ce cadre, il nous faut trouver les meilleures formes pour former tous les militants anticapitalistes à ces tâches. Or la jeunesse est par définition dans une situation où sa révolte et sa volonté de lutter ne peuvent attendre, pour se réaliser, l'acquisition d'une expérience et d'une formation comparables à celles des militants plus âgés. C'est pourquoi elle a besoin de faire ses propres expériences, de se former et de suivre ses propres rythmes sans la pression des militants plus formés. Bien sûr, dans la polémique fraternelle, ces derniers ont tout le droit de critiquer l'orientation de la jeunesse s'ils la jugent erronée. La jeunesse doit faire ses propres expériences, ses propres erreurs, et pas uniquement sur les sujets qui la concernent. Notre autonomie, celle pour laquelle nous nous battons, ne doit pas consister en un simple droit à écrire nous-mêmes nos tracts et notre journal, qui n'aborderait que les questions spécifiques à la jeunesse. Bien au contraire, nous devons nous approprier les questions programmatiques, théoriques et politiques du

parti, celles du mouvement ouvrier en général, proposer nos propres analyses, proposer une orientation, une tactique... C'est seulement ainsi que la jeunesse peut progresser.

## **L'autonomie de la jeunesse à la lumière du mouvement contre les décrets Pécresse**

Le mouvement contre les décrets Pécresse des derniers mois a montré à quel point une organisation autonome des jeunes anticapitalistes et révolutionnaires était nécessaire. De fait, malgré une présence militante importante, nous n'avons pas réussi à donner une impulsion cohérente au mouvement. Au contraire, sur certaines questions cruciales, que ce soit à l'échelle locale ou nationale, les jeunes du NPA étaient même opposés : blocage ou pas blocage, mandat libre ou impératif, actions tous les jours ou manifestations deux fois par semaine, centrage dans un premier temps sur le mouvement étudiant ou élargissement immédiat à d'autres secteurs, porte-parolat ou bureau national de grève, etc.

On pourrait considérer que ce serait au parti dans son ensemble de se saisir de ces questions, à la direction de trancher les grandes lignes, bien sûr en consultant les jeunes, et qu'ensuite il nous faudrait appliquer la décision, comme n'importe quel secteur du parti. Nous considérons au contraire qu'il faut laisser aux jeunes anticapitalistes et révolutionnaires la direction de leurs luttes. Non pas seulement parce qu'ils sont les plus concernés, mais bien pour ce que nous avons rappelé plus haut : si nous voulons des futurs cadres, capables de diriger un parti, il faut qu'à cette époque où la fougue révolutionnaire est la plus intacte, les jeunes se créent une expérience de direction. C'est cela que signifie l'expression des statuts du NPA : « permettre à la jeunesse du parti de faire sa propre expérience et ses propres erreurs ».

La question du journal jeune ne peut donc pas être déconnectée de la question de l'autonomie organisationnelle. Au contraire, elle en découle. Dans l'exemple du mouvement contre les décrets Pécresse, le journal jeune aurait été un instrument efficace pour impulser partout l'orientation politique décidée par l'organisation de jeunesse anticapitaliste et révolutionnaire. Ce que TEAN n'aurait pas pu faire et n'avait pas fait, en raison de sa vocation plus généraliste.

La question du journal n'est qu'un des aspects de l'autonomie organisationnelle. La question de la direction jeune (et pas simplement un « secrétariat »), celle du financement autonome (sans lequel aucune réunion nationale et aucune publication nationale ne sont possibles), celle du programme anticapitaliste et révolutionnaire pour la jeunesse, etc., sont d'autres aspects tout aussi importants et qui ne peuvent être résolus de manière adéquate que par l'autonomie organisationnelle des jeunes.

## **Quel contenu politique a le refus du CE ?**

Quelle que soit l'opinion de chacun sur l'autonomie de la jeunesse, les statuts du parti prévoient un secteur autonome au sein du NPA. Notre premier combat consiste à faire respecter cette décision.

Pourquoi la direction du parti préfère-t-elle violer une décision prise lors du congrès plutôt que d'accorder aux jeunes du NPA l'autonomie promise pour le secteur jeunes ?

En fait, au-delà de la question de la nécessaire autonomie de la jeunesse, ce qui dérange surtout une partie de la direction du parti, c'est l'orientation même que les jeunes du NPA proposent. Le NPA a volontairement refusé de trancher certaines questions, notamment celles de la nature et des moyens de la révolution que nous voulons.

Or une bonne partie des jeunes du NPA et en particulier l'actuel Secrétariat jeune semblent avoir des idées un peu plus nettes sur ces questions : le sous-titre initialement proposé du journal en témoigne, mais également les formations organisées (sur la Commune, les Révolutions russes, etc.) et certaines orientations, comme le refus de l'électoratisme, etc. Laisser un secteur autonome de la jeunesse s'exprimer, l'aider à s'organiser, à se financer, reviendrait pour la direction du NPA à aider une des franges en son sein qui se positionne le plus clairement dans une perspective révolutionnaire à se structurer. Or une telle structuration mènerait inévitablement à la critique organisée de certaines décisions de la direction. Ce serait d'ailleurs là un des meilleurs moyens de faire progresser l'ensemble du parti. L'expérience de la jeunesse et sa radicalité mèneraient inévitablement le Secteur jeune du NPA à avoir un autre œil sur l'actualité, et une orientation

plus claire. Avec une intervention autonome, des publications autonomes, ces analyses pourraient devenir de vraies avancées pour le parti...

En clair, non seulement les jeunes demandent une autonomie, mais en plus ils entendent s'en servir pour défendre une ligne qui se réclame de la révolution tranchant ainsi « des discussions que le NPA dans son entier n'a pas résolu[es] ». Mais quand bien même cette orientation révolutionnaire serait une erreur de la jeunesse, si l'on respecte les statuts adoptés par le congrès, la jeunesse doit pouvoir la faire.

## **Pour une organisation de jeunesse autonome liée au NPA**

L'attitude de la direction, freinant dès qu'elle le peut la structuration d'un « secteur jeune », montre qu'il est illusoire de penser que l'autonomie de la jeunesse puisse se développer dans le cadre d'un simple « secteur » au sein du parti. L'expérience des derniers mois a au contraire montré que le « compromis » qui avait été accepté au Congrès entre ceux qui défendaient et ceux qui combattaient l'autonomie de la jeunesse a donné la victoire à ces derniers. Cette autonomie est urgente à réaliser car, à mesure que la crise s'intensifie, les luttes dans la jeunesse deviendront de plus en plus fréquentes et intenses. Dans ce contexte, au-delà du combat pour le respect des décisions du congrès, il faut rouvrir la discussion sur l'idée d'une organisation autonome des jeunes anticapitalistes et révolutionnaires, qui sera selon nous indispensable pour aider à féconder ces luttes.

**Marie, comité Sorbonne, membre de la Tendance CLAIRE du NPA**



## **15) Pour que la jeunesse du NPA soit clairement révolutionnaire !**

Le débat sur l'autonomie de la jeunesse a fait l'objet de nombreuses contributions dans le Bulletin de Discussion numéro 1 et, vraisemblablement, il sera un des points centraux à l'ordre du jour de la Conférence Nationale Jeune. En revanche, la question du programme que devra adopter la structure de jeunesse du NPA – qu'elle soit une véritable organisation autonome ou un simple "secteur" dans le parti – a pour l'instant été comparativement peu abordée. Or s'il est crucial, à notre avis, que les jeunes du NPA disposent d'une organisation autonome, il est tout aussi important qu'ils adoptent un programme clairement révolutionnaire.

En effet, notre insistance pour un programme révolutionnaire n'est pas une lubie, mais correspond à une nécessité objective pour l'intervention concrète. Ainsi, chaque choix programmatique débouche sur une orientation concrète et réciproquement, chaque choix d'intervention présuppose une ligne programmatique claire sans laquelle l'intervention serait confuse et en dernière instance inefficace. Cette relation organique pourrait se vérifier plus concrètement à travers les axes suivants :

### **1) La centralité du prolétariat et l'intervention en direction des travailleurs**

Une des faiblesses majeures des "Principes Fondateurs du NPA" consiste en ce qu'ils ne définissent pas le NPA en tant que parti ouvrier, c'est-à-dire défendant les intérêts historiques du prolétariat. En effet, selon nous, c'est le prolétariat – la classe des travailleurs salariés du capital, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, non qualifiés ou qualifiés, travaillant dans les entreprises privées ou nationales – qui joue un rôle central dans le renversement du système capitaliste et l'édification du socialisme : en raison de sa place dans les rapports de production, il peut, par sa lutte de classe, bloquer l'économie et, au lendemain de la révolution, la réorganiser sur des bases socialistes.

Une des conséquences de cette faiblesse programmatique est que, pendant les premiers mois de son existence, le NPA n'a pas fait de son implantation dans les entreprises une tâche centrale (par exemple en donnant la priorité à la mise en place des comités sur les lieux de travail). Or, avec la montée de la lutte de classe liée à l'approfondissement de la crise capitaliste, on peut voir aujourd'hui à quel point un travail préalable d'implantation dans les entreprises aurait pu donner au NPA des possibilités d'intervention bien plus importantes en direction des travailleurs en lutte.

Nous proposons donc que la structure de jeunesse du NPA affirme dans son programme qu'elle est une organisation de la classe ouvrière, visant à organiser des jeunes travailleurs (effectifs ou en cours de formation comme les apprentis mais aussi lycéens et étudiants) et défendant les intérêts du prolétariat. Cette ligne programmatique s'accompagnerait des orientations pratiques suivantes:

-Priorité à la mise en place de comités dans les Centres de Formation d'Apprentis

-Soutien systématique (matériel, logistique, financier...) aux luttes des travailleurs dans le voisinage

-Recherche systématique de convergences interprofessionnelles lors des mouvements lycéens et étudiants (envoi réciproque de délégués dans les AG respectives, AG communes étudiants-travailleurs en lutte, caisse de solidarité pour soutenir les travailleurs en grève...). Cette orientation a été mise en oeuvre dans certaines universités lors des derniers mouvements, il s'agit d'en faire un axe principal et systématique de l'intervention des jeunes du NPA.

-Chaque comité lycéen ou étudiant met en place un travail régulier en direction d'une entreprise voisine (par exemple à travers une diffusion régulière de tracts NPA). Par cette intervention, nous pourrions d'une part nous lier avec les travailleurs de l'entreprise, favorisant ainsi les futures convergences. D'autre part, en proposant à nos sympathisants de faire ce travail avec nous, nous pourrions les sensibiliser, par la pratique, à la cause prolétarienne.



## **2) La nécessité de s'affronter à l'État bourgeois et de le détruire et l'intervention en direction des jeunes des quartiers populaires**

Les "Principes Fondateurs" soulignent à juste titre que "l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine immigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes de violences policières, et pas seulement les jeunes" et proposent que le NPA soit "présent [...] dans les quartiers populaires". Cependant, ni les "Principes Fondateurs", ni aucun document ultérieur du NPA, ne disent sur quels axes il faudrait intervenir. Or à notre avis, la révolte des jeunes des quartiers populaires en 2005 et les multiples affrontements entre ces jeunes et la police ces dernières années traduisent fondamentalement leur rejet de l'État capitaliste. Ainsi, notre intervention politique en direction de ces jeunes doit mettre au centre la nécessité de s'affronter à l'État capitaliste et l'objectif de le détruire par la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat allié aux autres classes populaires. Toute autre position ne serait pas à la hauteur des attentes de ces jeunes qui se sont affrontés, physiquement, à l'État capitaliste.

## **3) Le marxisme et la lutte idéologique à l'Université**

Une grande partie des comités jeunes NPA est implantée dans les Universités, lieux de production et de diffusion non seulement de savoirs et de rudiments d'esprit critique, mais aussi de l'idéologie dominante, l'idéologie de la bourgeoisie. Or s'il est indispensable d'aider les jeunes et les travailleurs dans leur lutte économique et politique contre la bourgeoisie et son État, on ne saurait négliger la lutte idéologique contre l'idéologie bourgeoise là où elle se produit et se diffuse. Dans ce contexte, les comités étudiants ont un rôle essentiel: nous devons avoir pour ambition de concurrencer la bourgeoisie et ses sbires (enseignants "de droite" ou sociaux-démocrates) sur son propre terrain, l'Université.

Nous devons également mener la lutte idéologique contre le courant autonome qui a connu un essor important ces dernières années. Ce courant, en

développant une orientation radicale (actions coups de poing, critique radicale du "système" : l'État, les patrons, les médias, mais aussi les syndicats qu'ils considèrent comme traîtres...), a pu attirer vers lui une partie des étudiants radicalisés pendant les mouvements et déçus par les organisations traditionnelles. Cependant, niant la centralité du prolétariat et théorisant le rejet de toute organisations (syndicale ou politique), il représente un obstacle objectif pour la construction du parti révolutionnaire.

Dans ces luttes, nos armes essentielles doivent se forger dans l'appropriation et le développement du marxisme. En effet, s'il est nécessaire, comme affirment les "Principes Fondateurs", d'intégrer les acquis de l'écologie, du féminisme, etc., on ne saurait nier que seul le marxisme a fourni une analyse scientifique et systématique du capitalisme. Ainsi notre objectif doit-il être, d'une part, de former l'ensemble des jeunes du NPA à la théorie marxiste, et d'autre part, d'utiliser cette dernière comme outil fondamental dans la lutte idéologique à l'Université. À travers cette lutte, l'objectif serait également de gagner et de former des intellectuels de haut niveau pour le parti.

Nous proposons donc de :

-Mettre en place de manière systématique des formations marxistes dans les comités jeunes ainsi qu'à l'échelle régionale et nationale

-Organiser dans les Universités des séminaires marxistes (en économie, sociologie, histoire, philosophie... en fonction des compétences disponibles)

-Développer des "Associations Marxistes Universitaires" que nous dirigerions mais qui regrouperaient plus largement des étudiants et des enseignants intéressés par le marxisme dans le but d'organiser des séminaires, des projections...

Sur le lien entre l'organisation "adulte" et la structure de jeunesse : nous devons aider le NPA à faire la clarté sur son programme !

Le NPA s'est revendiqué au moment de sa fondation comme un parti pluraliste, regroupant en son sein plusieurs sensibilités : révolutionnaires, communistes, libertaires, éco-socialistes, etc. Son programme reflète cette hétérogénéité dans le sens

où il ne tranche pas un grand nombre de questions, pourtant fondamentales. Nous pensons pour notre part que cet état ne saurait qu'être provisoire : avec la montée de la lutte de classe liée à la crise capitaliste, les différentes orientations existant dans le Parti s'opposent nécessairement, débouchant sur une clarification politique et programmatique.

Dans cette perspective, la jeunesse du NPA a évidemment une responsabilité fondamentale. En effet, l'Histoire a prouvé à maintes reprises que c'est dans la jeunesse que se forment les plus gros bataillons de révolutionnaires. Comme le soulignait Trotsky dans *La Révolution trahie* : "Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sénilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d'abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l'illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. Les mencheviks s'appuyaient sur des milieux supérieurs et plus âgés de la classe ouvrière, non sans en tirer une certaine fierté et considérer de haut les bolcheviks. Les événements montrèrent impitoyablement leur erreur : au moment décisif, la jeunesse entraîna les hommes d'âge mûr et jusqu'aux vieillards." De la même manière, nous, jeunesse du NPA, devons jouer notre rôle de "locomotive" tirant en avant l'ensemble du parti. Ainsi, il serait gravement erroné que nous reproduisions dans notre propre orientation la confusion présente dans le programme du Parti "adulte". Au contraire, notre tâche est de constituer un pôle radical, révolutionnaire, afin d'entraîner le NPA – à la fois par la lutte sur le programme et par l'action sur le terrain – vers une politique clairement révolutionnaire.

**Cuong (militant du comité étudiant  
Université Paris VII et de la Tendance  
CLAIRE du NPA)**

## **16) Syndicalisme étudiant: pour que tous les jeunes anticapitalistes et révolutionnaires construisent un grand syndicat de lutte unifié, marginalisant l'UNEF**

Au sein de notre parti, la jeunesse est divisée quant à la question de l'intervention dans le syndicalisme étudiant : certains pensent que ce n'est pas une question importante, certains sont contre y militer, d'autres sont en faveur d'une intervention en tendance dans l'UNEF (tendance TUUD) et d'autres encore entendent construire les syndicats étudiants de lutte – mais les uns SUD, d'autres la FSE... La présente contribution entend contribuer au débat sur les problématiques spécifiques du syndicalisme étudiant et apporter des éléments en faveur de ceux qui pensent qu'il faut unifier les syndicats étudiants de lutte en une grande organisation nationale, qui marginaliserait l'UNEF.

### **Spécificités des étudiants et syndicalisme à l'Université**

Un syndicat, chez les travailleurs, a par essence une nature de classe : il est le cadre d'organisation de la classe ouvrière. Chez les étudiants, en revanche, la dimension de classe n'apparaît pas d'elle-même. Les étudiants ne sont pas une classe sociale, les jeunes non plus, et ils n'ont pas une place dans la production qui permettrait de les ranger dans la classe ouvrière, la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. On peut toujours choisir les critères de leur classe « d'origine » ou de « destination » pour savoir dans quelle catégorie les ranger, mais ces critères ne sauraient être satisfaisants, car il s'agit de saisir la place des étudiants en tant que tels dans la société.

L'UNEF historique avait décidé de défendre les étudiants en tant que futurs travailleurs. C'est un postulat politique qui permet de relier leurs revendications à celles de la classe ouvrière et d'éviter de considérer les étudiants comme une classe en soi. Certes, il demeure des filières d'élite, mais elles sont pour la plupart clairement circonscrites : grandes écoles, certaines facs ou bi-

licences. Mais, si un certain nombre d'étudiants sont les bourgeois grands ou petits de demain, la majorité sont aujourd'hui destinés à devenir des employés, des enseignants, des techniciens, de petits cadres, en un mot des travailleurs salariés. L'université a donc pour mission d'en faire une main-d'œuvre qualifiée, prête à l'emploi en sortant.

De plus, les étudiants sont touchés par une précarité terrible au cours de leurs études : plus de 800 000 sont contraints de se salarier et diminuent ainsi leurs chances de réussir leurs études.

Mais leurs luttes depuis des dizaines d'années leur a permis d'arracher un certain nombre d'acquis liés à ceux de la classe ouvrière : diplômes reconnus nationalement dans les conventions collectives et les statuts, bourses sur critères sociaux. Et tous ces acquis sont rongés, remis en cause par la bourgeoisie : des diplômes locaux, qui mettent les jeunes diplômés à la merci de la seule entreprise pour laquelle la formation a été conçue, servent bien mieux les intérêts des patrons ; des bourses au mérite, voire des prêts étudiants répondent mieux aux besoins de la classe dominante. On explique souvent que les jeunes travailleurs sont plus enclins à se mobiliser, à faire grève, notamment parce qu'ils sont moins pieds et poings liés au système. La politique actuelle qui vise à endetter les étudiants le plus tôt possible va bientôt être une entrave aussi à leur mobilisation quand ils auront trop à perdre.

Il y a donc bien des intérêts spécifiques, mais liés à ceux des travailleurs, à défendre chez les étudiants. Ils ont besoin d'un syndicat, d'un premier cadre d'organisation pour commencer à lutter ensemble contre la classe dominante, tant pour défendre leurs droits tout au long de leurs études, qu'à plus long terme, pour apprendre se défendre comme futurs travailleurs.

En outre les étudiants se mobilisent depuis plusieurs années, souvent à l'avant-garde des luttes en France et en Europe. Ils ont besoin d'une structure capable de les mobiliser, d'organiser les premières AG, de défendre une ligne cohérente dans toute la France pour en convaincre la masse des étudiants.

## **L'UNEF n'est plus un syndicat de masse, mais presque une coquille vide**

La direction de l'UNEF est organiquement liée au PS, à l'exception de certains secteurs marginaux qui restent liés au PCF. Elle a une ligne à peine réformiste qui la mène à collaborer avec le gouvernement (elle a notamment aidé à la préparation de la LRU) et à plus petite échelle avec l'administration (elle vote les budgets, les applications des réformes, occupe les postes de vice-présidence, etc.). À soi seule, cette analyse ne mène pas à la conclusion qu'il ne faille pas y militer, puisque, chez les travailleurs, nous expliquons qu'il faut se battre dans les syndicats majoritaires pour en arracher la direction aux traîtres.

Mais ce schéma ne vaut pas dans le cas de l'UNEF. En effet, contrairement à la CGT ou à la FSU, l'UNEF n'est pas une organisation de masse : c'est presque une coquille vide. Elle revendique certes des dizaines de milliers de cartes, mais nous connaissons bien la réalité : elle se présente aux nouveaux étudiants comme « l'accueil étudiant », beaucoup croient que le passage à ses tables est une étape indispensable de l'inscription et achètent leur carte sans comprendre qu'il s'agit d'un acte militant. Ils le font même parfois pour les réductions chez Etam ou le Code Civil à pas cher. L'UNEF sait d'ailleurs se présenter tour à tour comme un syndicat ou une simple « association » pour ceux qui seraient les plus rebutés par l'acte de syndicalisation. D'ailleurs les cartes de l'UNEF appartiennent à une écrasante majorité à des étudiants de première année, les autres ne se faisant plus avoir.

Dans les mouvements, il est faux de considérer que l'UNEF joue un rôle majeur, même si sa son force matérielle, institutionnelle et médiatique lui donne encore un certain poids. Très vite, dans les facs massivement mobilisées, ses militants se font huer (non seulement par les « gauchistes », mais par une large avant-garde d'étudiants). Les deux derniers mouvements n'ont pas été déclenchés à l'appel de l'UNEF : celui de l'automne 2007 l'a été par le « CECAU » qui regroupait les militants de la FSE, de SUD étudiants, de la TUUD et de l'UEC, et celui de 2009 par le mouvement des profs. L'UNEF garde certes sa capacité à trahir les luttes, mais il faut noter que ces deux derniers mouvements ont

tenu même après l'appel à la reprise de l'UNEF : en 2007, les facs n'ont débloqué qu'une semaine après l'appel de l'UNEF à le faire, et bien davantage à cause de la trahison de la CGT : en faisant cesser la lutte des cheminots, celle-ci laissait les étudiants isolés et, sans avoir besoin d'avoir lu Marx, la majorité des étudiants comprend intuitivement qu'un mouvement isolé d'un secteur qui n'a pas la possibilité de bloquer l'économie ne peut ni durer longtemps ni avoir beaucoup de chances d'être victorieux. Cette année, l'UNEF a abandonné assez tôt les coordinations nationales et ce n'est pas tant son retrait que la fin de la grève des profs qui a mis fin à la mobilisation étudiante dans les facs où elle était forte.

## **Tirer le bilan du travail dans la TUUD**

Il n'y a donc pas de masses dans et derrière l'UNEF, qui seraient pleines d'illusions à son égard et qui nécessiterait une dénonciation patiente, systématique, ainsi qu'un travail de combat de la ligne à l'intérieur. Les seuls qui militent réellement à l'UNEF sont les petits bureaucrates en quête d'une place au chaud au PS ou les militants de la TUUD. Les militants gagnés à la TUUD le sont souvent en même temps qu'à l'UNEF, les cas de militants changeant de camp après coup sont très rares. Ceux-là en général quittent le syndicat, écœurés par l'orientation et les manœuvres. L'écœurement et le rejet de ces militants et de tous ceux qui constatent les trahisons de l'UNEF dans les mouvements atteignent aussi la TUUD par ricochets — et du coup le NPA lui-même. D'autant que la TUUD, doit souvent faire de lourdes concessions à la majorité. En 2006, les militants de la TTE (tendance tous ensemble) ont été exclus. Ils ont consacré un an d'efforts pour être réintégrés et construisent depuis la TUUD, mais ils sont tout juste tolérés par la majorité et renoncent donc à bien des combats. C'est ainsi que la TUUD n'a présenté aucun candidat en concurrence à Prévost (actuel président de l'UNEF) et n'a même pas voté contre lui ! Elle contribue ainsi au crédit de l'UNEF qui peut se vanter d'avoir un leader incontesté, qui fait l'unanimité dans ses rangs.

Plus généralement, toute l'énergie consacrée au combat interne contre une direction bureaucratique (pour définir et appliquer une tactique, peser les formulations tactiques, savoir à quel moment on peut se permettre d'être offensif et quand il ne faut

plus l'être, préparer les réunions et les congrès, etc.) ne mérite d'être mené que dans les syndicats de masse, mais c'est du temps perdu quand il n'y a presque personne à gagner !

Si D'ailleurs, les progrès de la TUUD dans l'UNEF depuis sa réintégration sont squelettiques : à l'heure actuelle, la TUUD dirige six AGE (Amiens, Chambéry, Clermont-Ferrand, Dijon, Paris 5 et Perpignan) et a obtenu au dernier congrès 13% sur les textes qu'elle présentait. Décidément, le jeu n'en vaut pas la chandelle !

## **SUD et la FSE, les deux principaux syndicats de lutte**

Aujourd'hui, ce sont SUD-Étudiant, la FSE et quelques groupes locaux à se montrent l'avant-garde des luttes. Ils font un travail méticuleux d'information sur les réformes, mettent toutes leurs forces au service de l'auto-organisation pendant les mouvements et, en périodes « creuses », font un travail syndical de base pour aider les étudiants à défendre leurs intérêts matériels et moraux et à progresser dans leur conscience politique.

SUD et la FSE gagnent en popularité : plus visibles dans la presse, parfois majoritaires dans les élections aux conseils (Toulouse, Lyon 2, Rennes, etc.), ils ont surtout un rôle dirigeant dans les luttes des facs les plus mobilisées.

Cependant, si la progression de SUD et de la FSE est significative, notamment eu égard à la stagnation de l'UNEF et de la TUUD elle-même, elle se heurte à la faiblesse de ces organisations (qui décourage beaucoup d'étudiants participant aux mouvements) et dans leur sectarisme d'organisation (après chaque mouvement chacune croit pouvoir se développer grâce à la seule ligne qu'elle y a défendue, mais doit rapidement déchanter). Ce sectarisme fait que, s'il y a eu plusieurs tentatives et rapprochements entre les deux organisations, elles ont pour le moment systématiquement échoué.

## **Unifier les syndicats de lutte et construire une grande organisation étudiante de lutte**

Les étudiants souffrent du manque d'une véritable syndicat de lutte capable d'organiser les étudiants



nationalement, de les aider tant au quotidien que dans les mouvements. L'UNEF est pourrie jusqu'à la moelle, exception faite évidemment de la TUUD, les étudiants mobilisés ne se tournent pas vers elle car il n'ont pas d'illusions à son égard, mais ni SUD, ni la FSE ne constituent à ce stade des noyaux suffisamment forts pour offrir une alternative à l'échelle nationale. La seule solution est donc de fusionner la TUUD, SUD, la FSE et les étudiants qui ont été à l'avant-garde du mouvement.

En tant qu'anticapitalistes et révolutionnaires, il nous faut être audacieux : nous sommes présents dans la TUUD, la FSE et SUD-Étudiant. Si nous décidions d'unifier tous nos efforts pour construire ce grand syndicat national étudiant de lutte, nul doute que nous parviendrions à en convaincre la majorité des militants de la TUUD, de la FSE et de SUD-Étudiant et que nous aurions la force d'impulser ce processus. L'UNEF en serait immédiatement affaiblie et pourrait être marginalisée en quelques années. Et surtout, un tel processus susciterait à l'évidence un large enthousiasme dans l'avant-garde étudiante qui est apparue au cours des mouvements de ces dernières années et qui se doterait ainsi, enfin, d'un véritable instrument syndical pour les prochaines luttes inévitables.

**Céline, comité Tolbiac, membre de la  
Tendance CLAIRE du NPA**

## **17) Pour un bloc des gauches dans le parti, vers une grande tendance révolutionnaire !**

Parmi les jeunes du NPA, nous sommes nombreux à penser que le combat anticapitaliste est nécessairement révolutionnaire. Le sous-titre choisi pour notre journal exprime bien l'objectif que nous nous fixons : essayer d'implanter dans la classe ouvrière, les quartiers populaires et la jeunesse un programme permettant que les prochaines révoltes ne soient pas des explosions légitimes de colère sans lendemain, mais finissent par déboucher sur une révolution. En effet, nous savons que l'État actuel est au service des exploités et ne peut pas être réformé. C'est pourquoi la tâche centrale qu'il s'agit d'accomplir, c'est d'aider notre classe à conquérir le pouvoir politique.

Si au moment du congrès, nous avons été un certain nombre à estimer nécessaire, sur la base des textes proposés par le CAN, de constituer d'ores et déjà une tendance, beaucoup d'autres camarades ont pensé que c'était prématuré. Pourtant, les six premiers mois d'existence du parti ont amplement montré que les ambiguïtés des principes fondateurs, de la résolution politique générale et de celle sur les élections européennes avaient des conséquences négatives sur l'orientation du parti. Globalement, le refus de trancher l'alternative entre réforme et révolution a contribué à renforcer les illusions et le poids du réformisme dans le parti. Donnons quelques exemples.

Le refus de dire clairement dans les principes fondateurs que le sujet central de la révolution sera la classe ouvrière a conduit à ce que, sauf quelques heureuses exceptions, le travail patient d'implantation dans la classe ouvrière et les quartiers populaires a été négligé. Or chacun a pu constater que l'insuffisance globale de notre implantation dans les boîtes nous a rendus relativement impuissants pour influencer politiquement les luttes lorsque la classe ouvrière sous l'effet de la crise s'est lancée dans des combats contre le chômage partiel et les licenciements.

De même, le refus d'un authentique parti de militants a conduit, sauf dans notre secteur, à délaisser la formation théorique. Or nous sommes tous soumis aux pressions des idées de la classe

dominante et cela est encore plus vrai pour les primo-militants, dont la plupart méconnaissent, voire ignorent totalement les idées les plus fondamentales du marxisme. Il est impossible de garder ces camarades qui nous ont rejoints si on ne leur donne pas une solide formation théorique et historique révolutionnaire. Plus encore, il est impossible à une organisation qui ne soit pas composée de militants formés de gagner de nouveaux militants et d'intervenir efficacement dans les luttes.

Mais les dérives engendrées par l'absence de délimitation stratégique sont apparues encore plus clairement lors de la montée vers la grève générale entre fin janvier et fin avril 2009. La direction n'a pas élaboré une politique concrète pour aider les travailleurs à surmonter l'obstacle des directions syndicales en constituant un pôle alternatif à celles-ci. Rien ne permet de dire que cela aurait été suffisant pour permettre d'ouvrir la voie à la grève générale, mais cela aurait au moins contribué à forger une avant-garde consciente des problèmes politiques que la classe ouvrière doit surmonter pour s'ouvrir le chemin de la victoire.

Enfin, le refus du congrès de trancher entre réforme et révolution a empêché de caractériser précisément le PS et le PCF, le premier comme un parti bourgeois et le second comme un parti réformiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, particulièrement dégénéré. Le PG qui s'est créé depuis n'est pas d'une nature différente du PCF. C'est pourquoi un front unique ouvrier sur la base de revendications précises est possible et même nécessaire avec le PC et le PG, comme avec les syndicats, mais une alliance programmatique avec ces partis, que ce soit aux élections ou dans les luttes, est en revanche inacceptable. En effet, cela nous obligerait à renoncer à notre programme anticapitaliste, et en particulier à l'interdiction des licenciements et à la critique des bureaucraties syndicales. Pourtant aujourd'hui la majorité du CE a fait des pas très compromettant vers une alliance avec le PG pour les régionales au premier tour et des « fusions techniques » pour le second tour. Or, c'est précisément le flou des phrases sur le PS et le PCF dans les principes fondateurs qui ouvrirait la possibilité d'une telle dérive droitiste et électoraliste.

Cependant, on ne saurait ignorer que cette dérive a été accrue par le fait que le courant dit « unitaire

», après sa défaite au congrès sur son amendement concernant les élections européennes, a décidé de s'organiser en tendance et a engagé un combat politique déterminé pour faire triompher ses positions dans le parti.

Dans ces conditions, il est encore plus clair qu'au moment du congrès qu'il est nécessaire pour tous ceux qui sont attachés à la construction d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire, implantée dans la classe ouvrière, de se donner les moyens de lutter efficacement pour contrer cette dérive et rendre majoritaire dans le parti une orientation révolutionnaire.

C'est pourquoi nous appelons dans l'immédiat à un regroupement, par delà les différences pouvant exister par ailleurs, de tous les militants, comités et courants de gauche au sein du NPA, de toutes celles et de tous ceux qui se reconnaissent dans les points suivants :

- 1) Nécessité de construire le NPA en priorité dans la classe ouvrière, pour en faire un parti de lutte de classe conséquent et cohérent ;
- 2) Refus de tout accord programmatique ou stratégique avec le PG ou le PCF, que ce soit dans les luttes ou pour les élections ; le front unique ouvrier est indispensable pour lutter contre le patronat et Sarkozy, mais sur la base de revendications précises, qui n'ont rien à voir avec un programme commun de la « gauche de la gauche » : nous voulons que le NPA reste un parti totalement indépendant du réformisme cogestionnaire, un parti qui milite pour la transformation révolutionnaire de la société par le pouvoir des travailleurs ;
- 3) Intervention offensive du NPA dans les luttes par la mise en avant sans complexes de ses propositions : pour l'impulsion de l'auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève...), pour le combat frontal et systématique contre les directions syndicales collaboratrices du patronat et du gouvernement, pour la convergence des luttes, la coordination des entreprises en lutte, avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de stopper le patronat et Sarkozy.

Nous appelons les courants, comités et militants du NPA qui se reconnaissent dans ces trois points, quelle que soit par ailleurs leur sensibilité plus précise, à nous contacter pour organiser dès que

possible une première rencontre de ce qui pourrait devenir un large « bloc des gauches » au sein du NPA.

Cela doit être un premier pas vers la constitution d'une grande tendance révolutionnaire capable de gagner la majorité au sein du parti.

**Nicolas, comité Saint-Ouen, militant de  
la Tendance CLAIRE du NPA**